

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Les Biens Réservés de la Femme mariée

(Essai sur les résultats pratiques de la loi du 13 juillet 1907)

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(SCIENCES JURIDIQUES)

Présentée et soutenue le 28 Avril 1913 à 4 heures 1/2 du soir

PAR

NICOLAS DIANU

JURY

Président : M. PERCEROU.

Suffragants : { M. CAPITANT.
M. LE POITTEVIN.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot, et rue Toullier, 12

1913

LES BIENS RÉSERVÉS

de la femme mariée

(Essai sur les résultats pratiques de la loi du 13 juillet 1907)

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Les Biens Réservés de la Femme mariée

(Essai sur les résultats pratiques de la loi du 13 juillet 1907)

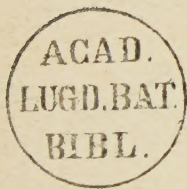
THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

Présentée et soutenue le 28 Avril 1913 à 4 heures 1/2 du soir

PAR

NICOLAS DIANU



JURY

Président : M. PERCEROU.

Suffragants : { M. CAPITANT.
 M. LE POITTEVIN.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot, et rue Toullier, 12

1913



Digitized by the Internet Archive
in 2026

A MON PÈRE

INTRODUCTION

La loi du 13 juillet 1907, relative au libre salaire de la femme mariée et à la contribution des époux aux charges du ménage, a provoqué un si vif intérêt en France, surtout dans la doctrine, et suscité tant de travaux, qu'il semble superflu d'y revenir. On ne saurait énumérer tous les ouvrages plus ou moins étendus qui lui ont été consacrés. Ce succès s'explique aisément, si l'on songe que la loi du 13 juillet 1907 n'est pas une œuvre isolée, mais fait partie d'un ensemble de réformes, accomplies ou projetées, qui ont toutes pour objet l'extension des droits de la femme dans la société moderne.

C'est là le grand problème, qui communique à cette loi nouvelle le prestige qui a séduit les commentateurs. Comment laisser dans l'ombre un texte dont la date est si importante dans l'histoire du droit de la femme ? Comment ne pas étudier, avec une attention plus vive, une phase particulièrement remarquable de l'évolution du féminisme ?

Aussi la plupart de ceux qui nous ont précédé se sont-ils attachés à montrer les origines de la loi, à la rapprocher des législations étrangères, et à lui donner pour cadre tout l'ensemble de monuments législatifs élevés pour la protection de la femme, soit en France, soit à l'étranger. Cette méthode aboutit évidemment à prêter à l'œuvre du législateur français un caractère très hardi et d'autant plus captivant pour les défenseurs de la femme. Aux yeux de certains même, la loi de 1907 ne serait qu'un acheminement vers l'adoption du régime de la séparation de biens, comme régime légal.

Que ces vues soient exactes ou non, c'est ce que nous ne nous chargerons pas de décider. L'objet de ce travail est moins spéculatif et moins élevé. Maintenant que le caractère et les conditions des droits de la femme mariée sur son salaire ont été suffisamment définis, nous chercherons dans le domaine de l'application, bien moins intéressant il est vrai, l'élément de nouveauté dont nous avons besoin.

La pratique, comme on l'a dit souvent, est la pierre de touche d'une bonne loi. Lorsque celle-ci répond à une nécessité véritable, satisfait l'équité, s'harmonise avec l'ensemble de la législation, elle trouve à s'appliquer à un grand nombre de cas qui, jusque-là, n'avaient pas reçu de solution légale. Les bienfaits qui en résultent se font alors apprécier si vivement que bientôt on en vient à souhaiter qu'elle s'applique à des difficultés ana-

logues. Parfois même l'assujettissement à la loi est sollicité comme une faveur. Telle fut par exemple la destinée de la loi du 9 avril 1898 concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail. Limitée d'abord à diverses industries déterminées, elle a été par la suite étendue sous certaines conditions aux accidents causés dans les exploitations agricoles (1), puis à toutes les exploitations commerciales (2), enfin tout patron non assujetti a été autorisé à adhérer selon sa volonté à la législation des accidents du travail (3).

Une telle évolution est significative et prouve évidemment qu'une loi est entrée dans les mœurs. Semblable fortune peut-elle être espérée pour la loi du 13 juillet 1907 ? Non sans doute, en raison de l'objet tout différent auquel elle répond. Mais il est permis de croire qu'elle deviendra une des dispositions légales les plus généralement connues et les plus bienfaisantes.

Beaucoup de femmes savent déjà ou sauront bientôt que, grâce à la loi de 1907, elles ont le droit de toucher elles-mêmes, de conserver, de placer, d'employer et d'aliéner à titre onéreux le produit de leur travail. Leurs gains sans doute appartiennent à la communauté, à

(1) Loi du 30 juin 1899.

(2) Loi du 12 avril 1906.

(3) Loi du 18 juillet 1907.

qui ils doivent revenir à l'heure du partage; mais, en attendant, ils sont, espèces, valeurs ou immeubles, des biens réservés, sur lesquels le mari n'a par lui-même aucun pouvoir. Elles n'ignorent pas non plus qu'à côté des avantages il existe des charges : qu'elles ont pour devoir de contribuer, même sur leurs biens réservés, aux besoins du ménage; que, faute de se conformer à cette obligation, elles peuvent y être contraintes par le juge; que le même droit leur appartient à l'égard de leur mari; qu'enfin, si elles abusent de leurs pouvoirs, elles se les verront retirer par le tribunal.

Voilà ce que beaucoup de femmes aujourd'hui comprennent ou comprendront, sans grand effort. Quant aux moyens à employer pour établir, même à l'égard des tiers, la contenance de leurs biens réservés, pour agir ou pour défendre devant les tribunaux, dans toutes instances relatives à leur travail ou aux produits de leur travail, elles ne manqueront pas de conseils pour les en instruire et pour leur faciliter la revendication de leurs droits. Notre but est précisément de concourir à ce résultat en étudiant plus particulièrement les difficultés que soulève la pratique. Cette tâche sans doute n'est pas aisée. Les tribunaux, en effet, n'ont pas encore rendu assez de décisions pour que sur tous les points les solutions soient acquises. La jurisprudence est seulement en voie de formation. Heureusement le travail d'interprétation doctrinale ne s'est point arrêté. Sans

cesse des ouvrages nouveaux ouvrent la voie au praticien.

Pour nous, désireux d'apporter notre pierre à l'édifice, nous nous efforcerons de passer en revue les résultats déjà atteints et d'indiquer ceux qui, tôt ou tard, apparaîtront au grand jour. Si, grâce à la loi du 13 juillet 1907 et à une application toujours plus large des dispositions qu'elle contient, le mouvement ascendant des divorces pouvait être enrayé en France, on pourrait dire que la société aurait contracté à l'égard de ceux qui en prirent l'initiative (1) ou en furent les auteurs, une véritable dette de reconnaissance.

(1) M. Glasson, *le Code Civil et la question ouvrière*, 1886.

PREMIÈRE PARTIE

**DES RAPPORTS
DES ÉPOUX ENTRE EUX**

CHAPITRE I

DE LA CONTRIBUTION DES ÉPOUX

AUX CHARGES DU MÉNAGE

Un des jurisconsultes du III^e siècle, Modestinus, a donné de l'union conjugale une définition devenue classique : *Consortium omnis vitæ*, « association, mise en commun de toute la vie » (1).

Cette antique conception domine toujours notre droit : la communauté, quoique violemment critiquée de nos jours, a conservé assez de force pour s'imposer au législateur de 1907. Elle reste le principe directeur des relations des époux, relativement à leurs biens.

Ainsi les biens réservés de la femme, quand elle est commune, n'entrent pas moins dans le partage du fonds commun (art. 5) et ne lui restent propres que sous les régimes qui ne comportent ni communauté ni société d'acquêts.

Il est donc logique de prendre pour base du problème

(1) Digeste, liv. XXIII, tit. II : *De ritu nuptiarum*, 1.

le cas le plus général, celui où deux époux, n'ayant pas fait de contrat, se trouvent placés sous le régime légal de la communauté, et où, d'autre part, la femme exerce une profession distincte de celle de son mari.

Quelle sera, sous l'empire de la loi du 13 juillet 1907, la règle primordiale du ménage, et, pour n'envisager tout d'abord que les rapports des époux entre eux, quelle obligation essentielle devront-ils remplir ?

La réponse nous est donnée par les articles 203 et 212 du Code civil qui obligent les époux à entretenir et élever leurs enfants et à se prêter mutuellement secours et assistance.

Cette prescription subsiste. Elle est même plus énergiquement sanctionnée, en un sens, par la loi du 13 juillet 1907 que par le Code, puisque cette loi a institué des moyens de contrainte nouveaux, dont les époux peuvent disposer l'un à l'égard de l'autre.

Il s'agit donc uniquement pour nous de marquer les progrès qu'a pu faire, grâce au législateur de 1907, la question de la contribution des époux aux charges du ménage.

Le principe qui paraît admis aujourd'hui est que les époux doivent contribuer, chacun pour moitié, aux besoins du ménage et à l'entretien des enfants communs (1).

(1) En ce sens : Baudry-Lacantinerie et Houques-Fourcade, *Des personnes*, t. III, n° 2000 ; — Le Courtois et Surville, *Contrats de*

Toutefois, le devoir d'assistance permet à l'époux indigent, infirme ou malheureux, de demander à son conjoint tout ce qui lui est nécessaire, et même davantage, puisque selon la formule de l'article 208, les aliments sont dus proportionnellement aux besoins de celui qui les réclame et à la fortune de celui qui les doit.

Nous verrons comment, dans la pratique, ces deux principes peuvent se concilier et à quelles solutions ils conduisent sous l'empire de la loi du 13 juillet 1907.

Observons d'abord que, si la loi a été dans les origines une loi d'assistance, une loi ouvrière, destinée à protéger la femme laborieuse contre les excès du mari, elle a acquis, en définitive, une portée générale, et que toute femme mariée, riche ou pauvre, tombe sous son application, pourvu qu'elle ait une profession distincte de celle de son époux.

Aussi le juge de paix ne pourra-t-il se déclarer incompétent, sous prétexte que l'importance de la demande excéderait le taux de sa compétence civile normale.

Sans invoquer l'article 7 du Code de procédure civile, qui vise le cas où les parties sont d'accord pour proroger la juridiction du juge de paix, on peut tirer argu-

mariage, t. III, n° 1491 ; — de Loynes, note sous Civ., 21 mai 1890, D., 91-1-337 ; — Planiol, t. I, n° 2434.

ment des termes de l'article 8 de la loi du 13 juillet 1907, qui règle la procédure à suivre, et qui ne parle que de la juridiction cantonale. N'est-ce pas d'ailleurs la volonté évidente du législateur, que d'instaurer une procédure rapide et économique (1) ?

On a objecté, il est vrai, que, si le législateur avait entendu déroger aux prescriptions de la loi du 12 juillet 1905, il n'aurait pas manqué de le dire expressément, comme cela lui est arrivé ailleurs (2).

Mais on peut expliquer son silence en disant qu'en cette matière il n'a pas voulu donner au juge de paix une compétence exclusive.

Il a voulu conserver au Tribunal, saisi d'une demande en validité d'opposition pratiquée même sur les biens réservés, le pouvoir de statuer, pourvu qu'il s'agisse d'une mesure d'exécution relative au paiement

(1) Voir, en ce sens : Le Courtois et Surville, *Libre salaire de la femme mariée*, n° 22 ; — Pierre Morin, *les Droits de la femme mariée sur les produits de son travail*, p. 238 ; — Henri Lalou, *Droits de la femme mariée sur les produits de son travail et les produits du travail de son mari depuis la loi du 13 juillet 1907*, n° 87, et D., 10-2-9 (reste), — Colin et Legrand, *Droits de la femme mariée*, n° 235 ; — Pichon, *Rev. Crit.*, 1908, p. 431.

(2) Loi du 8 juillet 1907, sur la vente des engrais (art. 3) ; l'objection se trouve dans un jugement du Tribunal de Châlons-sur-Marne, 49 mars 1909 : *Gazette des Tribunaux*, 4 juin 1909, critiqué par Gaudemet, *Revue trimestrielle de Droit civil*, 1909, p. 669.

d'une pension alimentaire obtenue en vertu des articles 212, 238 ou 240 du Code civil.

Mais il n'appartient certainement pas au Tribunal de fixer la proportion selon laquelle l'époux devra contribuer, sur ses salaires ou sur les économies en provenant, aux charges du ménage et d'autoriser la saisie-arrêt pratiquée sur les biens réservés de la femme ou sur les gains du mari. En le faisant, il pénétrerait sur un domaine que le législateur a attribué au juge de paix.

Ce sera donc à l'époux demandeur de se préoccuper de la nature de sa requête et de voir quel en est l'objet. Si elle est conforme aux termes de l'article 7, la procédure prévue par les articles suivants sera seule possible, et le juge de paix aura, en conséquence, une compétence illimitée.

Il n'est pas besoin d'expliquer en quoi cette solution est préférable à l'autre. Elle est évidemment mieux en harmonie avec l'esprit de nos lois, puisqu'elle n'introduit pas de distinction entre les ménages fortunés et les autres et, d'autre part, elle les soumet tous à la juridiction tutélaire du magistrat cantonal, certainement plus apte que le tribunal civil à solutionner et à apaiser les conflits peu graves entre époux.

Un effet encore peu sensible — et toutefois très certain — de la loi de 1907, sera de provoquer une diminution des demandes de pension alimentaire portées par l'époux lésé devant les tribunaux civils.

L'époux demandeur trouve, en effet, dans la loi nouvelle, divers avantages de simplicité et de rapidité que ne comportait pas le régime ancien. En outre, le système du législateur de 1907 s'adapte mieux aux besoins de la vie. Il est rare, surtout dans les grandes villes, que le gain de l'époux ne subisse pas des fluctuations plus ou moins remarquables. En fixant un chiffre arbitraire, le tribunal civil est souvent conduit à se déterminer d'après le minimum. Le juge de paix, en établissant la proportion dans laquelle l'époux défendeur devra contribuer aux charges du ménage, permet à l'époux secouru de profiter de la bonne fortune de son conjoint sans devenir pour lui, dans le cas contraire, une cause de ruine complète.

Mais si, dans la plupart des cas, ces principes généraux pourront suffire, il se présentera souvent, et en fait il s'est présenté, de nombreuses difficultés.

Que décider, d'abord, en cas de séparation entre les époux. Il faut distinguer ici plusieurs hypothèses.

S'il s'agit d'une pure séparation de fait, la jurisprudence est aujourd'hui fixée par un arrêt de la Cour de Cassation du 1^{er} février 1909 (1). L'époux abandonné, ou qui a quitté le domicile conjugal pour de justes motifs, peut demander et obtenir en sa faveur, devant

(1) Civ., 1^{er} février 1909, cassant un jugement, Boulogne, 5 mars 1908 : D., 1909-1-85.

la justice de paix, l'allocation d'une part proportionnelle des gains ou des économies de son conjoint. Seulement, le juge devra, s'il y a doute, ordonner une enquête pour établir la bonne foi du demandeur qui, aux termes d'une jurisprudence constante, perd tout droit à un secours lorsqu'il a rompu l'association conjugale par son fait et sans raison plausible.

S'agit-il d'une séparation récente, préliminaire si fréquent du divorce ou de la séparation de corps, le juge pourra fixer à l'époux demandeur un délai pour introduire sa requête devant le tribunal civil. Si la requête est adressée, le juge se trouvera dessaisi au profit du Président du tribunal, seul compétent, en cas de non-conciliation, pour prescrire les mesures provisoires.

Si l'instance est déjà introduite, le juge devra se déclarer incompétent. Il ne peut en effet prendre la place du tribunal ou du Président du tribunal statuant en référé.

Toute la procédure du divorce étant d'ordre public, le juge de paix, même du consentement des parties, ne peut intervenir en la matière. Toutefois, le juge de paix recouvrera sa compétence lorsque le tribunal se trouvera dessaisi par un jugement qui ne sera plus susceptible d'aucun recours et qui, déboutant le demandeur en divorce ou en séparation de corps, laissera subsister le mariage.

Sa sentence pourra, en ce cas, adoucir la rigueur du tribunal en permettant à l'époux offensé, et qui n'aura

pas eu de motifs assez graves pour obtenir le divorce, de toucher des mains de son conjoint la pension nécessaire à sa subsistance.

Nous concluons donc, en nous appuyant sinon sur une jurisprudence unanime, du moins sur l'opinion de tous les auteurs, que le juge de paix a seul compétence pour fixer la part contributive de chaque époux aux charges du ménage et pour autoriser en conséquence la saisie-arrêt à pratiquer sur les gains ou économies personnelles de chacun d'eux.

En dehors de ce cas spécial pour lequel il a une compétence exclusive et illimitée, il demeure compétent en matière de pension alimentaire entre époux, dans les termes de la loi du 12 juillet 1905 (art. 1^{er}).

Dans tous les autres cas, notamment en matière de séparation de corps ou de divorce, c'est au tribunal civil qu'il faudra s'adresser, la loi du 13 juillet 1907 ne pouvant faire échec aux articles 238, 240 et 301 du Code civil qui s'imposent aux plaидants sous peine de nullité absolue de la procédure.

Comment le juge de paix devra-t-il user du pouvoir spécial dont il est investi ?

Quant à la forme, la loi elle-même répond à la question. L'instance est introduite par simple avertissement du greffier, par lettre recommandée (art. 8, § 1). Les deux époux doivent comparaître en personne (art. 8, § 2). Le jugement rendu est signifié au conjoint saisi et au

tiers débiteur, et cette signification vaut par elle seule attribution des sommes saisies au conjoint demandeur (art. 9). Enfin le jugement est exécutoire par provision et sans caution, nonobstant opposition ou appel (art. 10).

Quant au fond, la solution est abandonnée à la discrétion du juge.

Celui-ci devra tout d'abord se souvenir qu'il ne peut fixer la contribution des époux que sur leurs salaires respectifs. Il peut prendre en considération, d'une part, l'ensemble des charges du ménage, d'autre part, les ressources personnelles de chaque époux autres que les revenus de leur travail séparé, par exemple les capitaux apportés en mariage ou advenus depuis par succession ou donation, ou ce qu'ils auraient acquis au moyen des économies réalisées sur le revenu de leurs biens. Mais ces éléments, intéressants pour former sa conviction, sont en dehors du litige. Toute la question est de savoir si l'époux défendeur doit abandonner à l'autre conjoint soit une somme déterminée à prendre sur ses économies, soit une certaine proportion, le quart, le tiers, ou la moitié de ses biens personnels.

Par quels principes le juge sera-t-il guidé dans l'appréciation de chacune des espèces qui lui seront soumises ? Il est d'autant plus nécessaire de se le demander que ses pouvoirs sont ici des plus étendus.

La communauté universelle est le seul régime sous lequel les charges du ménage soient également répar-

ties entre les époux. Partout ailleurs la femme ne contribue que sur une portion restreinte de ses biens, qui constitue sa dot, ou au moyen du revenu de ses propres. Cette anomalie est l'effet de la conception traditionnelle du mariage. Les pouvoirs du mari ont pour corollaire la protection de la femme.

Le législateur de 1907 paraît s'être attaché, au contraire, à une conception égalitaire des devoirs des époux. Ainsi que nous le disions au début, le principe qu'il paraît avoir admis et qui tend à prédominer aujourd'hui, c'est la répartition par moitié des charges du ménage.

Cette règle est rigoureuse pour la femme qui devient susceptible non plus d'être « en pension » chez son mari (1), mais d'avoir son mari en pension chez elle, lorsque l'insuffisance de ses ressources, la maladie ou le chômage contraindront la femme à subvenir, même sur ses biens personnels, aux besoins communs.

Sans doute, le législateur, malgré son souci d'égalité, se trouve avoir apporté en faveur de la femme un tempérament à la rigueur du principe. En prescrivant que chaque époux subviendrait aux charges du ménage dans la mesure de ses facultés, il vient au secours de la femme dont le salaire est en général inférieur à celui du mari.

(1) Pothier, *Communauté*, L.º 464.

Ce n'est donc qu'en cas de besoin pressant que la femme verra son salaire très amoindri. En temps normal, tout en bénéficiant au moins autant que l'homme de la prospérité du ménage, elle gardera pour son compte la moitié et peut-être les deux tiers de son salaire personnel. Elle se trouve donc favorisée, sinon en droit, du moins en fait.

Supposons même un ménage assez aisé pour que les revenus du mari joints à ceux de la femme suffisent largement aux dépenses. Si, de plus, la femme est fonctionnaire ou exerce une profession libérale quelconque, elle aura certainement le droit de conserver pour elle la totalité de son traitement ou de ses profits. Au contraire, les gains du mari seront communs et la femme en bénéficiera jusqu'à concurrence de la moitié.

Il est vrai qu'à la dissolution de la communauté les biens réservés feront partie de la masse commune et pourront échoir pour moitié au mari, ou à ses héritiers. Mais, en attendant, la femme en aura la libre disposition et pourra, sauf à tomber sous les sanctions de l'article 2, éblouir par son luxe son mari moins favorisé.

En revanche, il ne sera pas impossible de rencontrer une situation tout opposée, celle d'une femme laborieuse qui, mariée à un homme riche, mais dépensier et paresseux, se verra réduite à sacrifier aux besoins

immédiats du ménage les produits de son travail personnel.

Dans le premier cas, la femme exploitera le mari et dans le second, c'est elle qui sera exploitée.

Mais il faut écarter ces hypothèses fort rares, espérons-le dans la pratique et qui relèvent de la censure de l'opinion plutôt que des tribunaux, pour envisager les cas les plus fréquents, ceux où le mari et la femme, ayant chacun une profession, sont en désaccord sur la part contributive de chacun d'eux. Que devra décider le juge ?

Si les gains des époux sont égaux et suffisent amplement aux besoins du ménage, le principe de l'égale répartition des charges entrera en jeu, et le juge devra décider que chaque époux y contribuera pour moitié.

Les gains du mari sont-ils supérieurs à ceux de la femme, celle-ci ne supportera les charges que dans la mesure de ses facultés, comparées à celles de son époux. Si, par exemple, le mari gagne 4.000 francs, et la femme 2.000, les charges du ménage étant de 5.000 francs, le mari devra y contribuer pour les $\frac{2}{3}$ et la femme pour le $\frac{1}{3}$ seulement.

Il en sera de même évidemment si les gains de la femme sont supérieurs à ceux du mari. Celui-ci ne sera également tenu que dans la mesure de ses facultés, l'article 7 ne faisant aucune différence entre les époux

Mais, si les produits du travail de chaque époux

n'ont entre eux, par suite de circonstances diverses, aucune proportion, si par exemple le mari gagne 20 fois plus que la femme ou inversement, qu'advient-il ? Le juge se verra contraint de faire intervenir dans son calcul un nouvel élément, à savoir : les besoins du demandeur.

Il pourra décider que les gains de l'époux défendeur sur ses économies antérieures seront totalement consacrés aux besoins du ménage. C'est alors l'application du principe inscrit dans l'article 212 du Code civil.

Le devoir d'assistance n'est pas aboli, en effet, par la loi du 13 juillet 1907. Il est, au contraire, plus énergiquement sanctionné, puisque la loi nouvelle met une procédure aussi simple que rapide à la disposition de l'époux qui est dans le besoin.

Ce serait donc une erreur de penser que le législateur de 1907 ait eu en vue l'intérêt particulier de l'épouse. C'est dans l'intérêt du ménage, ainsi que le dit d'ailleurs formellement l'article 2, que des pouvoirs nouveaux ont été conférés à la femme sur ses biens réservés. Il s'est agi avant tout de protéger contre les excès possibles du mari l'épargne de la ménagère. Ce n'est que d'une manière indirecte que l'innovation du législateur de 1907 profite aux intérêts égoïstes de l'épouse et, comme nous verrons dans un prochain chapitre, il a su prévenir les abus.

Il importe auparavant de signaler ici une controverse

qui s'est élevée au sujet du sens de cette expression « les charges du ménage ». La femme peut-elle, au moyen de la procédure instituée par les articles 7 et suivants, contraindre le mari à contribuer à l'entretien des enfants communs ?

La Cour de Paris a répondu par l'affirmative dans un arrêt du 7 décembre 1907 (1), confirmant un jugement du tribunal de Joigny. Voici l'espèce : Une femme séparée de biens judiciairement, avait entretenu de ses deniers l'enfant commun, atteint de démence et hors d'état de travailler. Elle réclamait à son mari une certaine somme, représentant la moitié des avances qu'elle avait faites, et une pension pour l'avenir. La Cour de Paris lui a donné gain de cause pour les motifs suivants :

« Considérant que l'action de la dame Quillet en remboursement de la part incombant au mari pour l'entretien du dit fils pendant les cinq dernières années et en paiement d'une pension alimentaire pour le même objet dans l'avenir, est fondée sur l'obligation qui incombe au mari, par le fait du mariage, et au regard de la femme elle-même, de contribuer aux charges du ménage quand il ne doit pas les supporter seul ; que, parmi ces charges, se trouve l'entretien des enfants qui, en raison de leur âge ou de leurs infir-

(1) V. Sirey, 1909-2-129, et la note de M. Albert Wahl.

« mités, ne sont pas en état de se suffire par leur tra-
« vail ; considérant, sans qu'il soit besoin de rechercher
« quel est le caractère de la dette alimentaire des pa-
« rents envers les enfants au point de vue de la solida-
« rité ou de l'indivisibilité ni de faire intervenir les
« règles de la gestion d'affaires, que la femme doit
« avoir une action personnelle et directe pour contrain-
« dre le mari à fournir sa contribution aux charges
« communes ; considérant que la loi du 13 juillet 1907
« contient, dans ses articles 7 et suivants, une application
« de ce principe, qu'à défaut l'obligation du mari n'au-
« rait pas d'autre sanction que la demande en divorce
« ou en séparation de corps ; considérant que, dans
« l'espèce, etc... »

Mais cette solution a été critiquée. L'article 203 du Code civil, a-t-on dit, ne donne pas d'action aux époux pour agir l'un contre l'autre en vue de l'entretien des enfants communs. D'autre part, il n'est pas vrai que l'article 7 de la loi du 13 juillet 1907 ait étendu sur ce point les droits de la femme. En effet, l'expression « charges du ménage » n'a pas le sens extensif qu'on voudrait lui attribuer. Dans son rapport présenté au nom de la commission sénatoriale, M. Guillier s'exprime ainsi : « Le droit pour chacun d'eux de faire saisir, « arrêter les salaires de l'autre est reconnu par cela seul
« que ce dernier néglige de contribuer spontanément,
« dans la mesure de ses ressources, à l'entretien du mé-

« nage. Ces expressions englobent le cas qui est le plus
« fréquent d'abandon par un des conjoints, du domicile
« conjugal. Nous ne pensons pas que la faculté de
« saisir les salaires puisse être subordonnée à l'exis-
« tence des enfants. Le devoir alimentaire qui s'impose
« aux époux est absolu et réciproque, qu'il y ait ou non
« une progéniture. »

A cet argument, en quelque sorte historique, s'ajoute un argument de texte : L'article 7, dit-on, montre bien par ses termes précis ce qu'il faut entendre par les charges du ménage, c'est une part en proportion de ses besoins que l'époux saisissant peut toucher. C'est donc l'entretien de cet époux que la loi a eu uniquement en vue.

Il faut reconnaître que cette question offre un intérêt pratique primordial. La thèse de la Cour de Paris est séduisante en ce qu'elle offre le moyen de remédier à une situation pénible, qui n'est que trop fréquente, celle où se trouve un époux abandonné et qui supporte seul la charge des enfants.

C'est donc à cette thèse que nous nous rallions et nous pensons que de bons arguments peuvent être fournis en sa faveur.

Ceux qu'on nous oppose ne sont d'ailleurs pas absolument convaincants. S'il ne résulte pas de l'article 203 du Code civil que les époux soient munis d'une action l'un à l'égard de l'autre, la Cour de cassation a toutefois

reconnu implicitement, dans un arrêt du 2 décembre 1895 (1), que l'obligation légale existait entre les époux de subvenir à l'entretien des enfants communs.

Quant au passage cité du rapport de M. Guillier, il vient, semble-t-il, à l'appui de notre interprétation. L'existence d'enfants, y est-il dit, n'est pas indispensable pour que le devoir alimentaire s'impose aux époux. C'est donc qu'aux yeux de l'honorable rapporteur ce devoir est plus impérieux encore lorsque l'union des époux a été féconde.

Mais il y a mieux : L'expression « charges du ménage » n'est pas nouvelle. Pourquoi ne pas la prendre dans son sens traditionnel, celui de charges du mariage ? En tout cas, la synonymie entre les deux expressions est complète, si l'on se reporte à l'article 1409, 5^e alinéa du Code civil, où il est dit que la communauté se compose passivement « des aliments des époux, de l'éducation et entretien des enfants et de toute autre charge du ménage » (2).

Le législateur de 1907 n'a certainement pas songé à restreindre cette expression dans les limites étroites qu'on voudrait lui assigner. La jurisprudence l'a interprété dans son sens le plus large et le plus compréhensible. Par ces mots « charges du ménage », elle a voulu

(1) Sirey, 1896-4-321.

(2) Art. 1530, 1537, 1540, 1575 du Code civil.

entendre « charges du mariage » ou encore « dépenses que comporte le mariage ». De nombreuses décisions de tribunaux de paix ont été rendues dans cet esprit (1).

On ne s'expliquerait pas, en effet, que le législateur, désireux d'améliorer le sort de la femme, se fût contenté de reproduire, sous une autre forme, les prescriptions de l'article 203, sans apporter d'autre nouveauté qu'une procédure plus simple et plus rapide. C'est à la mère de famille beaucoup plus qu'à l'épouse qu'il a voulu songer. Il a donc dû étendre, si cela était nécessaire, les droits de l'époux, jusqu'à y faire entrer ceux des enfants. N'est-ce pas d'ailleurs ainsi qu'en matière de divorce les tribunaux attribuent à l'époux chargé de la garde des enfants, une pension alimentaire globale, sans distinguer entre les aliments qui sont dus à l'époux et ceux qui sont destinés aux enfants.

(1) Tribunal de paix, Paris (18^e), 4 octobre 1907. Dalloz, 1908-5^e partie 19; — Tribunal de paix, Paris (14^e), 15 avril 1909; — Loi 3 mai 1909; — *Moniteur Judiciaire de Lyon*, 22 avril 1909.

CHAPITRE II

POUVOIRS DU MARI EN CAS D'ABUS PAR LA FEMME DES DROITS QU'ELLE POSSÈDE SUR LES BIENS RÉSERVÉS

Le législateur a prévu les abus que la femme peut commettre. En cas de dissipation, d'imprudence ou de mauvaise gestion, ses pouvoirs sur les biens réservés peuvent lui être retirés en tout ou en partie sur la demande du mari. S'il y a urgence, le Président du tribunal civil, statuant en référé, peut lui interdire les actes qu'elle se propose de passer avec les tiers, au sujet de ces mêmes biens.

Ces dispositions contenues dans l'article 2 sont d'une importance capitale. Après avoir organisé, dans l'article premier, la capacité juridique de la femme à l'égard de ses biens réservés, le législateur semble pressé, dans l'article suivant, de maintenir le principe de l'autorité maritale. En ce qui concerne l'administration et la gestion de son patrimoine réservé, la femme,

quoique libre, reste sous la surveillance tutélaire du mari.

Il ne faut pas se dissimuler la gravité de cette mesure. Envisagée du point de vue féministe, elle apparaît volontiers comme une survivance du privilège du sexe fort. L'article 2, dira-t-on, rend au mari tout ce que l'article 1 lui enlève. Il lui suffira d'user d'adresse pour faire apparaître comme imprudents, dangereux ou frauduleux, les actes que la femme se proposera d'accomplir. Il se procurera aisément des complices qui lui fourniront des éléments pour soutenir ses prétentions, et le plus souvent la femme, impuissante, se verra dépouiller d'un bien qu'elle aura eu beaucoup de peine à acquérir. Autant valait laisser au mari la gestion des produits du travail de la femme, en donnant simplement à celle-ci la faculté de s'adresser au juge pour s'opposer aux abus de l'époux.

Ce raisonnement semble partir d'un point de vue trop pessimiste. Au-dessus de l'autorité du mari, il y a celle du juge. Le législateur a suffisamment protégé la femme à notre avis, contre les demandes injustifiées du mari, en donnant au tribunal civil, et non plus au juge de paix, le pouvoir de statuer. Il convient d'ajouter que l'article 2 ne déroge en aucune manière à l'ordre des juridictions, en sorte que la femme pourra, dans les délais légaux, interjeter appel de la décision du tribunal et porter le litige devant la Cour,

Elle pourra, de même, interjeter appel de l'ordonnance de référé par laquelle le Président du tribunal civil lui interdirait, à la demande du mari, de passer un acte avec un tiers.

Les dispositions de l'article 2 ne paralysent donc nullement le pouvoir que la femme exercerait normalement sur les biens réservés. Elles permettent seulement au mari de conserver, même à l'égard de ces biens, qui, sous le régime de la communauté légale ou conventionnelle, sont en principe des biens communs, le rôle, qui lui est dévolu, de chef de la communauté.

L'intention du législateur n'en est pas moins manifeste. Il entend maintenir le principe de l'article 1421 du Code civil. La situation nouvelle qu'il fait au mari ressemble d'ailleurs beaucoup à celle qu'il avait déjà sous le régime de la séparation de biens. Dans le cas, en effet, où la femme abusait de ses pouvoirs d'administration et compromettait l'avenir de ses propres, le mari pouvait demander au tribunal la dation d'un conseil judiciaire ou l'interdiction.

Sous l'empire de la loi de 1907, cette faculté lui reste, indépendamment de l'action résultant de l'article 2. L'autorité du mari n'a donc subi, par l'effet de la loi du 13 juillet 1907, aucune diminution, car, si de nouvelles capacités ont été accordées à la femme, elles ont pour corrélation des pouvoirs nouveaux attribués au mari.

On ne peut non plus reprocher au législateur, d'avoir

organisé une sanction insuffisante. En effet, le mari ne peut être arrêté dans son action par la crainte du scandale. Toute garantie lui est donnée de célérité et de discrétion. La sentence est rendue en Chambre du Conseil, sans publicité pour les débats ni pour le jugement. Si, d'autre part il y a urgence, le mari ne s'effrayera pas du demi-jour de l'audience des Référés.

S'il échoue, et il échouera, semble-t-il, rarement s'il est de bonne foi, il aura alors à envisager quel est son véritable intérêt : s'il doit interjeter appel, ou s'il vaut mieux sacrifier ses prétentions à la paix et à l'honneur du ménage.

En tous cas, s'il décide de poursuivre l'instance, son obstination ne pourrait être considérée comme une injure grave à l'égard de l'autre époux, à moins qu'elle ne soit accompagnées d'allégations diffamatoires.

Quant aux tiers, ils ne seront pas appelés à intervenir. La procédure sera valable, et la sentence leur sera opposable, quoiqu'ils n'aient pas été mis en cause. En effet, les dispositions de la loi étant d'ordre public, il n'est pas possible de rien y ajouter. Or, le texte ne fait aucune mention de l'intervention des tiers, en tout ce qui concerne l'article 2.

Il suffira donc, au cas où un tiers serait intéressé dans le litige, de lui notifier la sentence rendue par le tribunal civil, soit par le Président du tribunal statuant en référé, et l'exécution provisoire sera toujours possible, nonobstant toute opposition.

Il est difficile d'énumérer tous les cas dans lesquels l'article 2 pourra entrer en jeu. Le critérium dont le juge devra se servir est indiqué dans le texte lui-même, c'est l'intérêt du ménage. Les actes prohibés, par exemple les aliénations à titre gratuit en faveur d'un tiers, seront une cause péremptoire de retrait. De même en cas d'abandon injustifié du domicile conjugal. De même encore, selon nous, lorsque la femme entreprendra une profession, une industrie ou un commerce, nonobstant la défense du mari.

Il y a lieu d'observer, en effet, que le législateur qui accorde à la femme le pouvoir de gérer librement les biens qui proviennent de son travail, ne l'a pas dispensée de se munir de l'autorisation maritale pour choisir l'industrie à laquelle elle désire consacrer son activité. Ici encore, le principe posé par les articles 213 et 1421 du Code civil reste intact.

La sanction établie par l'article 2 serait donc nécessairement applicable à la femme qui persisterait à exercer telle ou telle profession malgré l'opposition de son mari. C'est à celui-ci en effet, qu'il appartient d'apprécier si le travail auquel la femme se livre est conforme à la dignité, aux convenances et à l'intérêt du ménage.

Cette sanction serait évidemment suspendue si, à défaut de l'autorisation maritale, la femme sollicitait l'autorisation de justice ou si elle cessait spontanément

l'exercice de sa profession. En ce dernier cas, le juge pourrait user d'indulgence et lui laisser ses pouvoirs sur les produits déjà récoltés, sous la promesse de respecter à l'avenir la prohibition du mari.

On a beaucoup critiqué, à ce point de vue, le maintien par le législateur de 1907 du principe de la nécessité de l'autorisation maritale. Capable pour administrer ses biens réservés, la femme, a-t-on dit, reste incapable pour se choisir une profession. Cette contradiction a été souvent relevée.

Il importait cependant à l'ordre public, que la femme ne fût pas absolument affranchie en cette matière non plus, de l'autorité maritale. Le principe de l'unité dans la conduite du ménage s'oppose à ce que la femme puisse exercer une industrie désavouée par le mari. D'autre part, quand bien même le mari n'encourrait vis-à-vis des tiers aucune responsabilité du fait de la profession pratiquée par sa femme — et on sait qu'il n'en est pas ainsi du mari de la femme commerçante — il convient qu'il soit appelé, comme chef de la communauté, à donner son consentement qui, dans des conditions normales, sera bien rarement refusé.

L'article 2 ne mérite donc pas, selon nous, les critiques très graves qui lui ont été adressées (1). Il n'est

(1) Adolphe Pichon, *Du libre salaire de la femme mariée* (*Revue Critique*, année 1908, p. 234 à 236).

point, comme on l'a dit, une disposition fâcheuse de nature à remettre en question la réforme elle-même. Il n'est pas non plus la précaution inutile faisant double emploi avec l'article 7. Son objet était de maintenir, en face des pouvoirs nouveaux accordés à la femme, le principe nécessaire de l'autorité maritale.

CHAPITRE III

DROITS DE LA FEMME MARIÉE SUR LES BIENS RÉSERVÉS

Nous avons étudié jusqu'à présent les principes généraux qui nous paraissent avoir guidé le législateur de 1907. Nous avons retracé dans leur ensemble les devoirs des époux entre eux et mis en lumière la situation de chacun d'eux dans le ménage. Il nous est donc possible maintenant d'envisager les droits que la femme peut faire valoir depuis 1907 et les conditions dans lesquelles elle sera appelée à exercer ses pouvoirs sur les biens réservés.

I

NON-RÉTROACTIVITÉ DE LA LOI DU 13 JUILLET 1913

Une question se présente dès l'abord. La loi du 13 juillet 1907 a-t-elle un effet rétroactif ?

L'article 11 de la loi répond à cette question. Il per-

met aux femmes mariées avant la promulgation de la loi d'invoquer ses dispositions. Le législateur a donc pris soin d'accorder une dérogation au principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales, et en ce sens, la loi possède un effet rétroactif. Ayant un caractère d'ordre public, elle ne pourrait laisser subsister un état de choses contraire à celui qu'elle organise. Il a donc été décidé que même les femmes mariées antérieurement pourraient acquérir des biens qui leur seraient réservés, sur lesquels elles exerceraient les pouvoirs légaux.

Mais, quoi qu'on ait pu le prétendre (1), le législateur n'a pas entendu permettre aux femmes de revendiquer comme biens réservés les profits qu'elles auraient pu réaliser antérieurement à la loi. Ce serait, en effet, contrairement au principe inscrit dans l'article 2 du Code civil, léser des droits acquis, puisque ces biens résultant du travail de la femme ont pu devenir la propriété de la communauté et même des tiers.

La question est aujourd'hui tranchée en ce sens (2), et la jurisprudence a adopté également cette solution. En faveur de la thèse de la rétroactivité, on a pu invo-

(1) Le Courtois et Surville, la loi du 13 juillet 1907 sur le *Libre salaire de la femme mariée*, p. 37 et suiv., n° 50.

(2) Lalou, *Droits de la femme mariée sur les produits de son travail*, n° 12, p. 27.

quer un jugement du tribunal de la Seine du 20 décembre 1909, d'ailleurs critiqué dès son apparition (1) ; mais bientôt l'opinion contraire s'est affirmée d'abord dans un jugement du tribunal de Lannion du 8 février 1910 (2), fréquemment reproduit et commenté avec éloges, puis dans un jugement très motivé du tribunal de Mantes en date du 20 juillet 1910 (3), confirmé par la Cour de Paris par arrêt du 15 mai 1912 (4).

Par l'effet de cette interprétation définitivement adoptée, les biens réservés de la femme se trouvent limités dans le temps par la date de la promulgation de la loi. Les biens acquis postérieurement par la femme laborieuse sont seuls des biens réservés, tandis qu'elle ne peut revendiquer comme tels ceux qu'elle avait amassés auparavant. Cette règle n'offre aucune difficulté lorsque les produits du travail de la femme sont consommés au jour le jour ; mais que dire des économies qu'elle a pu faire antérieurement à la loi et grâce auxquelles elle a acquis un fonds de commerce ou constitué un atelier quelconque ? Le fonds ou l'atelier, les marchandises qu'ils contiennent, constitueront-ils, comme par le passé, des biens communs, alors que les

(1) *Journal des Notaires*, art. 29.937.

(2) *Gaz. Pal.*, 24 mai 1910. — Voir sur ce jugement *Revue trimestrielle de droit civil*, 1910, p. 612.

(3) *Pand. Franç.*, 1911-2-188.

(4) *Gaz. des Trib.*, 5 juillet 1912.

profits qui en résulteront par la suite auront la qualité de biens réservés ?

Il semble que, dans ces conditions, la loi puisse avoir indirectement un effet rétroactif. Ainsi que nous le verrons, la femme possède comme biens réservés tout ce qui est le produit de son travail, sans qu'il y ait lieu de rechercher la source du capital engagé. Si donc la femme a encore à sa disposition le capital amassé et si elle l'administre, il devient, en même temps que les profits actuels qu'elle en retire, une partie de son patrimoine réservé. Au contraire, si les produits antérieurs de son industrie sont sortis de sa main et peuvent être individualisés, soit qu'elle en ait opéré le placement, soit qu'elle les ait simplement mis en réserve, alors elle en a perdu l'administration et la communauté les conserve, sans que la femme puisse invoquer le bénéfice de la loi.

Ainsi, il ne sera pas possible à la femme de répéter les sommes versées par elle soit à la communauté, soit aux tiers, en acquit de dettes communes. En revanche, elle pourra s'opposer à la saisie par des tiers du fonds de commerce, de l'atelier ou des marchandises dont elle aurait conservé la disposition.

COMPOSITION DU PATRIMOINE RÉSERVÉ

Le législateur a donc fixé des limites très larges à l'application de la loi. Le même esprit généreux l'a conduit, d'autre part, à faire entrer dans la catégorie des biens réservés tout ce qui peut advenir à la femme par l'effet de son travail, ou mieux, pour employer la formule même de l'article 1^{er}, les produits du travail et les économies en provenant.

On sait que cette conception libérale n'a pas triomphé dès l'abord. Dans la proposition de M. Goirand (1), les économies étaient exclues des biens réservés. Mais la Société d'études législatives, ayant fait de cette question un examen approfondi (2), aboutit à un projet opposé. Le principe de l'extension des pouvoirs de la femme aux économies réalisées sur ses gains et salaires l'emporta définitivement, grâce aux efforts de M. Grosjean à la Chambre, de M. Gourju au Sénat (3).

Au regard de la loi du 13 juillet 1907, aucune distinction ne doit donc être faite, ni entre les femmes qui tra-

(1) *J. O.*, 1895 : Doc. Parl. Ch., p. 1473.

(2) *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1901-02.

(3) Adolphe Pichon, *op. cit.*, *Revue critique*, 1908, p. 340.

vaillent, ouvrières, employées, fonctionnaires, commerçantes ou artistes, ni entre les produits du travail lui-même, traitement ou salaire, honoraires ou rémunération quelconque.

Mais, si généraux que soient les termes de la loi, certaines difficultés ont surgi ou peuvent surgir dans la pratique.

Une première exception doit être faite. D'après la loi elle-même, article 1^{er}, paragraphe final, sont exclus du patrimoine réservé les profits que la femme peut retirer du travail commun des époux. Ceux-ci restent soumis au régime ancien, c'est-à-dire, en cas de communauté, au droit de jouissance et d'administration du mari.

Cette solution a été vivement critiquée (1). Il est peu logique, dit-on, que la femme soit privée de ses pouvoirs sur les produits de son travail, sous prétexte que son industrie n'est pas distincte de celle de son mari. On l'aurait pu, en tout cas, permettre, comme le proposait M. Gourju, la rémunération volontaire du travail de la femme par le mari.

En parlant ainsi, on oublie, semble-t-il, le principe directeur de la réforme. Aux termes de l'article 2, en effet, les pouvoirs de la femme lui sont conférés dans l'intérêt du ménage. Le législateur ne se propose donc pas de favoriser l'égoïsme de l'épouse. La présomption

(1) Adolphe Pichon, *op. cit.*, *Revue critique*, 1908, p. 416.

générale est que l'activité de la femme est dépensée à l'intérieur de la famille, en dehors de toute idée de profit personnel.

Le travail commun des époux est donc la forme normale, même aux yeux du législateur de 1907, du labeur de la femme. Celle-ci est avant tout une ménagère, dont le dévouement quotidien n'attend pas de récompense spéciale.

Il serait contraire, par conséquent, aux principes, que la femme reçut des pouvoirs spéciaux sur ce qu'elle peut apporter de bien-être au foyer. En travaillant en commun, elle est censée avoir voulu faire don à la communauté ou, si on veut, au mari, de sa part d'efforts et de sacrifice.

Il faudra, pour que la femme puisse se constituer des biens réservés, qu'elle exerce, hors de la maison ou dans la maison, une profession distincte de celle de son mari. Poussée par la nécessité ou mue par le désir d'accroître un bien-être déjà suffisant par lui-même, la femme qui occupe la plus grande partie de ses loisirs à des travaux qui n'ont rien de commun avec le ménage, acquiert alors le droit de conserver pour elle une part de ce qu'elle gagne, pourvu qu'elle compense par une large contribution aux charges de la famille, son absence, morale ou matérielle, du foyer.

Même dans ces conditions, le législateur présume que le travail de la femme a un but altruiste et désinté-

ressé. Les sanctions de l'article 7 et celles, si énergiques, de l'article 2, montrent bien que l'égoïsme de l'épouse est contraire au vœu de la loi.

Ces principes doivent nous guider dans l'examen des difficultés que peut soulever l'application de la loi, en ce qui concerne les biens réservés.

Tout d'abord, nous excluons de cette catégorie tous les immeubles et tous les meubles corporels ou incorporels, que la femme ne justifiera pas avoir entièrement acquis à l'aide des ressources fournies par son travail.

Si elle vient à concourir à l'achat de la maison qui abrite la famille, ou à l'acquisition de telle ou telle valeur ou obligation, de tel meuble destiné à l'utilité ou à l'agrément, elle pourra, dans certains cas, avoir droit, à l'égard de la communauté ou de l'époux, à une récompense égale aux sommes par elle avancées, mais elle ne pourra prétendre faire rentrer aucun de ces biens dans son patrimoine réservé; elle sera présumée, en effet, avoir agi purement et simplement à titre d'épouse, et avec l'intention soit de venir en aide à la communauté ou à l'époux, soit de contribuer, pour sa part, aux charges du ménage? Elle sera restée, en un mot, hors du domaine d'application de la loi.

Seuls les biens qu'elle aura acquis par-elle même, au moyen des produits de son travail, constitueront un patrimoine réservé; ce seront, par exemple, des bijoux, des meubles meublants, des titres ou valeurs, des mar-

chandises, des outils et ustensiles de travail, un fonds de commerce ou même un immeuble. Ces biens, en effet, par le fait même que la femme aura pris soin de ne pas recourir aux ressources du mari ou de la communauté, auront été acquis avec une affectation spéciale qui les classera, en quelque sorte, d'office dans le patrimoine réservé. Il n'appartiendrait pas à la femme, à cause du caractère d'ordre public dont la loi est revêtue, de s'en dépouiller par avance, en renonçant d'une manière quelconque aux pouvoirs qu'elle possède sur eux.

Hors ce cas bien défini, la présomption inscrite dans l'article 1402 du Code civil reprend son empire, et tout bien ne répondant pas à cette condition sera présumé appartenir à la communauté ou au mari.

Une autre question peut s'élever, celle de savoir si un bien provenant d'une manière indirecte du travail peut être encore tenu pour un bien réservé.

La réponse, à notre avis, doit être affirmative, pourvu que la relation entre l'objet acquis et le travail soit certaine. Le bénéfice d'un lot appartiendra, par exemple, à l'épouse, lorsque l'obligation sortie au tirage fera partie de son patrimoine réservé. De même pour le bénéfice d'une assurance en cas de sinistre, ou s'il survient un événement quelconque, prévu par le contrat. De même encore pour la rente viagère à laquelle aurait pu donner lieu un accident du travail. De même enfin, pour la pen-

sion civile dont la femme fonctionnaire sera devenue titulaire à l'âge de la retraite.

« Il faut considérer comme un produit du travail, dit
« M. Lalou (1), l'indemnité due pour accident du travail
« à une ouvrière blessée, en vertu de la loi du 9 avril 1898.
« Cette indemnité représente, en effet, une partie de la
« diminution de la capacité de travail qu'elle subit à la
« suite de l'accident; l'indemnité remplace donc, pour
« l'ouvrière, le salaire que son infirmité ne lui permet
« plus de gagner... Aussi la jurisprudence a-t-elle
« décidé que, dans les instances relatives à un accident
« du travail intentées contre son patron par une ouvrière,
« celle-ci peut agir en justice sans autorisation, confor-
« mément à l'article 6 de la loi du 13 juillet 1907 (2).

« Il en était autrement, ajoute-t-il plus loin, si l'ou-
« vrier, au lieu d'agir contre son patron en vertu de la
« loi du 9 avril 1898, agissait contre le tiers auteur de
« l'accident en vertu du droit commun (art. 1382, C. civ.).
« Dans cette hypothèse, on ne peut plus dire que l'in-
« demnité réclamée est représentative du salaire et se
« substitue à lui. Le tiers, auteur de l'accident, n'est pas
« débiteur d'un salaire; aucun contrat ne le lie à l'ou-
« vrier; l'indemnité qu'il doit n'est que la réparation du
« préjudice causé par un quasi-délit. Ce que l'ouvrier

(1) *Op. cit.*, p. 78 et suiv.

(2) Trib. civ. Seine, 26 mars 1908 : D., 1909-2-17.

« touche du tiers auteur de l'accident, après avoir établi
« la faute de celui-ci, ne constitue que des dommages-
« intérêts. »

Cette dernière opinion a paru, toutefois, trop sévère. On a fait remarquer, en effet, que l'indemnité due en vertu de la loi de 1898, quoique forfaitaire, n'est en réalité, que la réparation d'un quasi-délit présumé par la loi. Par suite, les deux hypothèses se rapprochent au point de se confondre (1).

Cette observation nous paraît juste. L'indemnité versée à la victime de l'accident n'est, en effet, le plus souvent, que la représentation des salaires perdus ou de ceux qui le seront dans l'avenir. Que l'infirmité du blessé soit temporaire ou permanente, c'est le *lucrum cessans* qui constitue généralement le plus gros préjudice. Il semble donc, qu'en vertu de l'adage *accessorium sequitur principale*, l'indemnité doive entrer pour la totalité dans le patrimoine réservé, sans distinction entre l'accident du travail et l'accident de droit commun. Mais cette règle ne serait applicable, bien entendu, que si la femme exerçait une profession distincte de celle du mari.

Le même raisonnement nous entrainerait à attribuer le caractère de bien réservé aux indemnités de brusque

(1) En ce sens : Colin et Legrand, *op. cit.*, n° 28; — Mesnard, *Lois nouv.*, 1911, n° 68.

congé ou aux dédits que la femme est susceptible d'obtenir, amiablement ou par justice, à l'occasion de son travail. La plus forte part de ces indemnités est, en effet, représentative du gain manqué. Elles n'ont qu'accessoirement le caractère de simples dommages. D'ailleurs, les dédits sont généralement stipulés par contrat et on ne saurait contester à la femme le droit de bénéficier seule des clauses du contrat de travail qu'elle a pu passer avec les tiers. Quant aux indemnités pour brusque congé ou congé injustifié, elles sont fondées le plus souvent sur les usages qui tiennent lieu de clauses non écrites.

Au sujet des pensions de retraite, les auteurs semblent unanimes à les considérer comme biens réservés, même si elles sont échues à l'épouse, en tout ou en partie, pour le travail accompli antérieurement au mariage.

« Il est en général assez facile, dit M. Lalou (1), de
« déterminer si un produit du travail est antérieur ou
« postérieur au mariage. Toutefois, cette fixation devien-
« dra compliquée quand il s'agira d'une femme qui a tra-
« vaillé avant et durant le mariage et qui est bénéficiaire
« d'une pension de retraite afférente au travail fait par
« elle à ces deux moments. Que sa pension de retraite
« soit considérée comme un produit du travail, tombant

(1) *Op. cit.*, p. 85.

« comme tel dans les biens réservés, cela ne saurait
« être contesté. La femme y a droit parce qu'elle a tra-
« vaillé, en vertu du contrat de louage de services qui
« l'a liée; de plus, la pension de retraite remplacera
« pour elle, au moment où elle cesse de travailler, le
« salaire qui lui permet de subvenir aux besoins du
« ménage, et il est pour cette raison conforme à l'esprit
« de la loi de lui donner pouvoir aussi bien sur les arré-
« rages de cette pension que sur ses gains; enfin, la
« pension de retraite est, le plus souvent, constituée
« par des retenues sur ses salaires ou appointements.
« Elle apparaît ainsi, au même titre que les indemnités
« d'assurance sur la vie, comme une économie prove-
« nant des produits du travail et dépendant des biens
« réservés... Nous ne croyons pas qu'on puisse ni
« qu'on doive faire un départ dans les arrérages de la
« pension de retraite entre deux éléments : l'un exclu
« du régime du libre salaire; l'autre, au contraire, sou-
« mis à ce régime. Les arrérages, en effet, ne sont pas
« la rémunération du travail effectué par la femme
« avant son mariage ou avant la promulgation de la loi
« de 1907. La cause des arrérages est la survenance
« d'un événement : la survie de la femme à tel âge ou à
« tant d'années de travail. La pension de retraite est
« allouée à la femme pour remplacer, à partir du moment
« où elle ne travaille plus, le salaire qui aurait été em-
« ployé à contribuer aux charges du ménage. Les arré-

« rages doivent donc avoir le même sort que les salaires
« qu'ils remplacent au moment où ils sont échus, c'est-à-
« dire tombent pour le tout dans les biens réservés... »

Ce dernier argument perinet, semble-t-il, de considérer comme biens réservés même les arrérages de la pension attribuée à la femme avant le mariage. Les arrérages, en effet, tiennent lieu du salaire actuel que la femme pourrait gagner.

« Quant à la pension de retraite elle-même, ajoute
« M. Lalou (1), elle serait exclue de la masse ordinaire
« de la communauté, non seulement au point de vue de
« l'administration, mais encore au point de vue de la
« propriété, et cela même si la femme, acceptant la
« communauté, ne pouvait garder ses biens réservés...
« Comme elles sont (les pensions) incessibles et insai-
« sissables, leur mise dans le fonds commun, à l'effet
« d'un partage, constituerait une cession prohibée (2). »

Telle est, du moins, l'opinion de la plupart des auteurs.

Tous ces biens seront des biens réservés et pourront être saisis, dans la mesure où cela est possible (3), soit par le mari, soit par les créanciers de la femme.

(1) Lalou, *op. cit.*, *ibid.*

(2) Planiol, *Traité de Droit civil*, 4^e édit., t. III, 924; — Loi du 7 avril 1906, art. 65.

(3) Voir Justice de paix de Lons-le-Saunier, 5 février 1910 (*Mon. Jud. de Lyon*, 1^{er} octobre 1910).

III

PREUVE DE L'ORIGINE DES BIENS RÉSERVÉS

Les difficultés seront donc des difficultés de fait et porteront le plus souvent sur la preuve à faire par la femme de l'origine des biens contestés.

Sans doute, cette preuve sera quelquefois impossible ; dans bien des cas, elle sera malaisée. Le législateur ne l'a pas ignoré, et c'est pourquoi il a donné toute latitude à la femme pour l'administrer.

Nous ne nous occuperons dans ce chapitre, conformément au plan que nous avons adopté, que de la preuve que la femme devra faire à l'égard du mari ou de ses héritiers.

Le législateur a posé, dans l'article 4, une règle générale : chaque fois que s'élèvera la question de savoir si un bien est ou non réservé, c'est à la femme que le fardeau de la preuve incombera. C'est l'application des principes et des articles 1402 et 1499 du Code civil. C'est en effet contre la communauté qu'il s'agit de prouver.

Mais le législateur a rendu la preuve admissible par tous les moyens, même par témoins. Bien que la loi ne le dise pas, cette facilité s'étend, par l'effet du droit commun, à la preuve par présomptions (art. 4).

Il est une chose remarquable, c'est que le législateur

ne paraît pas s'être inspiré des règles posées par le Code civil ou la jurisprudence en matière de mariage. Il n'exige en aucun cas la preuve écrite, et il exclut la preuve par commune renommée.

A ses yeux, la femme soumise au régime de la loi du 13 juillet 1907 est, à l'égard des biens réservés, dans la situation du possesseur qui, n'étant point protégé par la maxime : « En fait de meubles, possession vaut titre », se trouve contraint de prouver son droit de propriété, qu'on lui conteste.

Elle aura donc à établir l'origine du bien réservé, ce qui revient à prouver un fait qui, comme tel, admet tout genre de preuve, même la preuve par présomption.

S'agit-il, par exemple, de meubles acquis par elle au cours du mariage, elle pourra en prouver l'origine, soit par des factures émanant des fournisseurs, soit par des témoignages, soit même par présomptions. Elle pourra, par exemple, montrer qu'à l'époque où le meuble, corporel ou incorporel, a été acquis, elle avait à sa disposition une somme équivalente, provenant de son travail. Un relevé de comptes du patron, des registres domestiques, un retrait opéré à la Caisse d'épargne pourroit constituer l'ensemble de présomptions exigées par la loi.

Une objection se présente toutefois à l'esprit. Comment distinguera-t-on si la femme mariée a agi en son nom et avec ses deniers réservés, ou si elle a traité, en

réalité, au nom de son mari et avec son argent, en vertu du mandat tacite que la jurisprudence lui reconnaît généralement ?

La simple déclaration de la femme, dira-t-on, est inefficace. La sincérité en est peut-être douteuse. Le mari ignorera souvent les termes de la convention passée par sa femme avec les tiers et se verra dépouillé par cet artifice des sommes qu'il lui aura confiées.

Sans doute, pour les immeubles, la fraude sera difficile. Les titres auront le plus souvent date certaine et contiendront en général la mention de la provenance des deniers versés, surtout si la femme comparait seule à l'acte.

Mais, pour les meubles, rien ne sera plus aisé que de les détourner à l'insu du mari de leur destination naturelle.

Que devra faire le mari pour éviter la fraude ? Que devra faire la femme pour se préserver contre l'allégation mensongère du mari qui prétendrait, dans un but intéressé, qu'une fraude a été commise à son détriment ?

Le mari, à notre sens, est suffisamment protégé contre la femme par la présomption des articles 1402 et 1499 du Code civil, d'après lesquels sont réputés acquêts de communauté les biens, meubles ou immeubles acquis pendant le mariage. En effet, le fardeau de la preuve incombe à la femme.

Celle-ci, au contraire, sera protégée contre son mari

par une présomption analogue. Non seulement elle pourra faire valoir en sa faveur le principe général que la fraude ne se présume pas, mais sa déclaration devra être tenue pour sincère jusqu'à preuve contraire, quand elle aura été faite selon les dispositions de l'article premier.

Il résulte, en effet, des termes de cet article que tout ce que la femme acquiert en son nom personnel et avec les deniers provenant de son travail doit être réputé, par le fait même de sa déclaration, lui appartenir à titre de bien réservé.

Mais la réunion de ces diverses circonstances est absolument nécessaire, et la déclaration ne suffirait pas à elle seule, de même que, sans elle, le droit de la femme resterait imparfait.

De la déclaration de la femme résultera donc une présomption de fait susceptible d'être détruite par toute preuve contraire, mais dont l'effet sera de rendre inopposable à la femme la présomption tirée des articles 1402 et 1499. Elle en aura fait tomber la force par sa seule déclaration. Ce sera au mari à en établir la fausseté.

En revanche, en l'absence de toute justification, les règles du Code civil reprendront leur empire, et la femme aura fait un acte nul ou sera censée avoir traité au nom du mari et comme son mandataire.

Le législateur s'est exprimé, en effet, avec une grande netteté : « La validité des actes faits par la femme, est-il

dit à l'article 1^{er}, sera subordonnée à la seule justification faite par un acte de notoriété ou par tout autre moyen mentionné dans la convention qu'elle exerce personnellement une profession distincte de celle de son mari ». Si la validité de l'acte résulte de la conformité à la loi, la non-conformité entraînera donc la nullité. Cette solution est d'ailleurs imposée par l'article 225 du Code civil. Le défaut d'autorisation maritale est, en effet, une cause de nullité, et celle-ci peut être invoquée par le mari ou par ses héritiers aussi bien que par la femme elle-même.

Le mari devra-t-il donc s'incliner en présence d'un acte régulier ? Nullement. Il restera libre de contester à la femme la propriété du bien prétendu réservé. Le législateur a d'ailleurs pris soin d'ajouter que la responsabilité des tiers en cas de fausse déclaration, n'est pas engagée. Ils ne sont pas tenus, contrairement au principe, de s'assurer de la capacité de la partie avec laquelle ils contractent.

La situation de la femme se trouve donc extrêmement délicate. Elle pourra, en effet, accomplir trois catégories d'actes : 1° ceux qui, vu leur importance, exigeaient et exigent encore, depuis la loi du 13 juillet 1907, l'autorisation du mari ; 2° les actes moins importants qui ont pour objet la vie quotidienne du ménage et pour lesquels, aux termes d'une jurisprudence constante, la femme est considérée comme le mandataire du mari ;

3° les actes, quelle que soit leur importance, que la femme pourra faire en conformité de la loi nouvelle.

Comment distinguer entre ces différents actes ? Le législateur ne l'a pas dit ; mais on peut tirer, semble-t-il, du texte même de l'article 1^{er} et par application des principes généraux que nous avons déjà exposés, une règle pratique.

Il faut résolument mettre à part les actes que la femme peut accomplir, en tant que capable, à l'égard de son patrimoine réservé. Mais la loi impose une formalité indispensable, grâce à laquelle l'acte accompli revêtira un caractère spécial : c'est la justification pour la femme qu'elle exerce personnellement une profession distincte de celle de son mari.

A notre sens, que cette justification soit faite par un acte de notoriété ou par tout autre moyen, mention en sera faite dans le contrat. On ne concevrait pas une justification dont il ne resterait aucune trace

L'exigence du législateur s'explique à merveille : il ne faut pas qu'un doute puisse subsister sur l'intention de la femme en contractant. On doit savoir si elle entend se réserver le bénéfice personnel du contrat ou si elle agit hors du domaine de la loi du 13 juillet 1907. En s'y conformant, elle fait connaître d'une manière absolument claire sa volonté d'en invoquer les dispositions.

Résulte-t-il de là que la femme sera déchuë de tout pouvoir lorsqu'elle aura omis la formalité de l'article 1^{er} ?

Nous le pensons (1). En effet, l'article 4 qui permet à la femme de prouver par tous moyens son droit sur les biens réservés, ne fait pas échec à la prescription impérative dont s'agit. Le cas est différent. Le législateur ne permet à la femme tout mode de preuve qu'à la condition qu'elle ait commencé par observer la formalité légale. C'est au cas où le mari viendrait à contester la sincérité de la déclaration de la femme que celle-ci serait admise à prouver son droit par tous les moyens.

Mais, si la prescription de l'article 1^{er} était omise, la sanction de cette omission serait grave. En effet, l'acte accompli serait nul ou annulable, car l'épouse n'aurait agi ni dans les conditions prévues par l'article 1^{er} de la loi du 13 juillet 1907, ni dans les formes prescrites par le Code civil, puisqu'elle ne se serait pas munie de l'autorisation maritale.

Il appartiendrait donc au mari, soit de poursuivre la nullité de l'acte intervenu, soit, si cette solution était pour lui préférable, de contracter pour son compte ultérieurement. En ce dernier cas, la femme se trouverait avoir agi, même involontairement, comme mandataire de son mari.

Pourrait-elle s'opposer à ces deux solutions, en offrant de prouver les conditions dans lesquelles le contrat serait intervenu ? Nous ne le croyons pas, car ce serait

(1) Contre : Colin et Legrand, *op. cit.*, n° 52.

faire échec, par un détour, à la prescription absolument impérative de l'article 1^{er}.

Ce serait, en second lieu, favoriser les manœuvres frauduleuses par lesquelles la femme jouirait du crédit de son mari auprès des tiers, en se réservant, par la suite, de s'approprier le bénéfice de l'acte accompli par elle, en invoquant les dispositions de la loi nouvelle.

Cette solution est en harmonie avec l'intention du législateur. On sait, en effet, que la principale préoccupation des auteurs de la loi a été de n'apporter aucun changement aux règles fondamentales des divers régimes matrimoniaux. Le régime institué par la loi du 13 juillet 1907, est donc un régime exceptionnel et les dispositions du texte doivent être interprétées *stricto sensu*. En conséquence, une femme mariée qui agit en dehors des conditions légales, doit être réputée n'avoir stipulé que pour le mari.

Elle ne peut même être admise à fournir la preuve qu'elle a stipulé pour elle.

En revanche, le mari peut dans tous les cas contester le droit réservé de la femme. Mais alors celle-ci, protégée par la présomption qui découle de la loi fidèlement observée, est recevable, en outre, à prouver par tous les moyens que l'acte accompli n'intéresse pas la communauté.

Ce système paraît seul compatible avec les principes de notre droit matrimonial. Permettre à la femme de

prouver en tout état de cause son droit réservé, c'est se heurter délibérément à des difficultés insurmontables. A supposer qu'elles fussent aplanies, et le cas sera rare, par la bonne volonté du mari, que de circonstances où la femme ne parviendra qu'à prolonger les affaires et à les obscurcir, surtout lorsqu'il s'agira pour elle de revendiquer contre la succession du mari, après avoir renoncé à la communauté, l'ensemble de ses biens réservés. Ici, comme dans bien d'autres cas, il importe que le mari ou ses héritiers soient protégés contre des réclamations téméraires ou passionnées.

IV

NATURE DU DROIT DE LA FEMME SUR LES BIENS RÉSERVÉS

Il reste à examiner une question délicate et que le législateur n'a pas entendu résoudre. C'est celle de la nature du droit de la femme sur les biens réservés.

Saleilles, dès l'année 1907, s'exprimait avec une remarquable autorité sur ce sujet (1) : « Précisons bien,

(1) Saleilles, *le principe du libre salaire de la femme mariée érigé en règle d'ordre public* (*Bulletin de la Société d'études législatives*, 1907, p. 563 et suiv.)

« dit-il, le nœud du problème. La question de propriété
« revient à se demander si, sous le régime de commu-
« nauté, les biens et salaires de la femme continueront
« à faire partie de la communauté, c'est-à-dire à être
« propriété de communauté.

« Deviendront-ils, au contraire, propriété séparée de
« la femme et constitueront-ils ainsi un petit patrimoine
« séparé, combiné avec le principe de la communauté ?

« La loi ne s'exprime point d'une façon expresse sur
« ce problème initial. Elle se contente de nous dire quels
« seront les pouvoirs de la femme sur ces biens acquis
« par son travail. C'est la question pratique d'adminis-
« tration qu'elle a seule entendu résoudre. Et elle nous
« dit que, sur ces biens, la femme aura les mêmes
« droits et pouvoirs que ceux appartenant à la femme
« séparée sur sa fortune personnelle.

« Si donc la loi a voulu sous-entendre que ces biens,
« réunis ainsi au libre pouvoir d'administration et de
« disposition de la femme, continuent à faire partie de
« la communauté, l'effet qu'elle aura eu en vue se bor-
« nera à une interversion de pouvoirs, sans toucher à
« la question de propriété.

« Elle se trouvera apporter une dérogation considé-
« rable aux articles 1388 et 1421, sur les pouvoirs du
« mari comme chef de la communauté. Sur une petite
« masse de biens appartenant encore à la communauté,
« elle aura investi la femme des pouvoirs de gestion

« exclusive qui, de droit commun, n'appartiennent
« qu'au mari. La communauté aura désormais deux
« chefs qui tous deux opéreront dans deux départe-
« ments différents ou, si l'on préfère, relativement à
« deux masses distinctes. Le chef normal reste le
« mari ; mais, pour une petite partie des biens com-
« muns, ceux que la femme aura gagnés par son in-
« dustrie personnelle et séparée, ce chef, ce sera la
« femme. La femme entre ainsi en collaboration avec
« le mari en ce qui touche l'administration de la com-
« munauté. Non pas qu'on exige sa participation ou
« son consentement aux actes de disposition des biens
« communs ; c'est encore le principe de la volonté une
« et exclusive qui reste seul dominant, mais sur une
« petite fraction des biens communs, cette volonté une
« et exclusive sera celle de la femme. Sur cette petite
« masse, elle devient un chef de communauté, ayant
« les mêmes pouvoirs que ceux appartenant au mari,
« en ayant peut-être davantage, car on ne semble pas,
« en ce qui la concerne, avoir reproduit la réserve et
« les restrictions de l'article 1422. Cette absence de
« réserve sera compensée seulement par la faculté de
« faire prononcer le retrait de pouvoirs, telle qu'elle
« est établie par l'article 2 de la loi nouvelle. »

Telle est l'interprétation que Saleilles donnait de la loi de 1907, en y apportant divers correctifs. Il faisait remarquer, par exemple, que le législateur semblait

avoir pensé, pour s'en inspirer, au régime de la séparation de biens, d'ailleurs visé dans l'article 1^{er}. Mais il soulignait, en revanche, l'expression caractéristique employée par le législateur dans l'article 3, lorsqu'il parle des biens « réservés à l'administration de la femme », et aussi l'importance de l'article 5, d'après lequel, s'il y a communauté ou société d'acquêts, les biens réservés doivent entrer dans le partage du fonds commun.

Il expliquait enfin que l'économie de la loi française devait être différente de celle de la loi genevoise ou de la loi allemande ; qu'en France, en effet, la femme n'avait généralement pas de pouvoir d'administration et de disposition sur ses biens propres et que le mari n'avait pas, de son côté, la possibilité d'exclure du ménage une certaine masse de biens ; qu'en conséquence on ne pouvait admettre dans notre pays que la femme eût le droit de se réserver, en pleine propriété, du moins sous le régime de la communauté, les produits de son travail ; qu'une telle prérogative eût rompu complètement l'égalité entre les époux.

L'interprétation de Saleilles apparaît aujourd'hui encore comme la plus exacte. Déjà M. Guillier, rapporteur au Sénat, disait : « Le système que nous organisons n'a pas pour conséquence de supprimer le régime de communauté lorsque les époux y seront soumis par l'effet de leur contrat ou par l'effet de la

« loi. Dans ce cas, le pécule réservé ne constituera pas
« un bien propre à la femme ; la communauté subsis-
« tera et l'englobera » (1) ; et il déclarait que, par l'effet
de la loi nouvelle, « il existe une masse commune avec
« deux administrateurs (2). »

Tel est donc le point de vue auquel il faut s'en tenir.
Avec la loi du 13 juillet 1907, nous sommes encore bien
loin, quoi que certains auteurs aient pu dire (3), du
régime légal de la séparation de biens. Saleilles nous
fait mesurer toute la distance quand il oppose à la
femme séparée de biens la conception du législateur
de 1907. « La femme séparée, dit-il, non seulement n'a
« pas de comptes à rendre de sa fortune, mais elle n'est
« ni virtuellement ni expressément obligée de l'em-
« ployer aux besoins du ménage. Sans doute, on peut
« fixer une certaine part contributoire qu'elle devra
« verser aux mains du mari et qui représentera sa part
« personnelle,... mais, cette réserve faite, le reste n'a
« aucune affectation spéciale, ni même matrimo-
« niale... Ce sont des biens libres qui sont entre ses

(1) Déclaration de M. Guillier au Sénat : *J. O.*, 15 mai 1907, p. 621, col. 3.

(2) Rapport Guillier, Sénat, 1907. Annexe au procès-verbal de la séance du 20 mars 1907, p. 13.

(3) Henri Lalou, *Droits de la femme mariée sur les produits de son travail et les produits du travail de son mari, depuis la loi du 13 juillet 1907*, Paris, Rousseau, 1910.

« mains, comme ils seraient, si leur propriétaire n'était
« pas une femme mariée. Ce ne sont pas des biens d'affectation matrimoniale (1). »

Et le savant professeur démontre que le législateur de 1907 a voulu donner à la femme mariée un mandat légal pour gérer, dans l'intérêt du ménage, un patrimoine distinct, il est vrai, mais frappé d'une affectation essentiellement conjugale.

Cette doctrine nous paraît aussi juste que profonde. Elle projette sur l'œuvre du législateur une grande lumière, et les diverses explications que nous avons pu fournir jusqu'ici, si elles ne servent pas à la corroborer n'ont du moins rien fait apparaître qui lui soit contraire. En particulier, elle concilie merveilleusement ce qu'il y a de nouveau dans la loi avec ce que celle-ci conserve du passé, les pouvoirs conférés à la femme avec ceux qui sont maintenus au mari.

Nous ne tenterons donc pas de réformer un système si bien conçu, et nous chercherons seulement, fidèle à notre méthode, d'en dégager des observations d'ordre pratique.

(1) Saleilles, *Bull. de la Société d'Et. Lég.*, 1907, p. 571.

ÉTENDUE DES POUVOIRS DE LA FEMME SUR LES BIENS RÉSERVÉS

Une question importante se pose : la femme peut-elle céder à un tiers ses droits sur les biens réservés ? Elle peut, dit l'article 1^{er}, aliéner à titre onéreux les biens acquis à l'aide des produits de son travail ; il semblerait donc qu'elle eût aussi le pouvoir de céder à un tiers l'universalité de son patrimoine réservé.

Une telle solution apparaît cependant comme impossible, si l'on songe au rôle que le législateur de 1907 a donné à la femme mariée. Céder, en effet, tous ses pouvoirs à un tiers, équivaldrait pour la femme à une abdication totale de ses droits. Désormais, le mari devrait tolérer l'immixtion d'un tiers dans le ménage, situation évidemment incompatible avec les règles posées par les articles 1388 et 1421 du Code civil. La sanction d'un tel abus consisterait dans le retrait des pouvoirs de la femme, conformément à l'article 2. A cette raison primordiale, s'en ajoute une seconde. Le patrimoine réservé n'est pas libre ; il est grevé d'une affectation spéciale, en ce sens qu'il doit servir aux besoins du ménage. Il ne saurait donc, sous aucun prétexte, passer entre les

maines d'un tiers à titre universel, et cette solution s'imposerait avec la même force s'il s'agissait non plus de l'universalité du pécule, mais d'une quotité déterminée.

Le Code civil assimile, en effet, en plusieurs endroits, l'aliénation de la quotité avec l'aliénation de l'universalité (1).

Par application du même principe, il sera interdit à la femme d'aliéner à titre gratuit tout ou partie aliquote du pécule réservé. Mais ici, il convient, nous semble-t-il, d'aller plus loin et de dire que toute disposition à titre gratuit, même à titre particulier, est interdite à la femme (2). Pour les raisons que nous avons déjà indiquées, le texte de la loi doit être, selon nous, interprété restrictivement, comme en matière d'exception. Or, l'article premier permet simplement à la femme d'aliéner à titre onéreux. Elle ne peut donc, sans l'autorisation du mari, disposer en faveur d'un tiers d'une part quelconque du pécule réservé ou d'un objet quelconque en faisant partie. Cette interdiction nous paraît donc absolue. Cette solution est d'ailleurs conforme à l'article 905 du Code civil qui prohibe toute donation entre vifs faite par la femme mariée sans l'assistance ou le consentement spécial de son mari ou de justice.

En vertu toutefois du second alinéa de ce même

(1) Code civil, art. 1422.

(2) Il lui sera cependant possible de faire de menus cadeaux, étrennes, présents de noce, etc. Ce sont des actes d'administration.

article et vu le silence à ce sujet de la loi du 13 juillet 1907, il convient de décider que la femme pourra disposer à titre gratuit par testament, tant à l'égard du pécule réservé qu'à l'égard de la communauté. Mais elle ne pourra disposer, à cause de mort, que de la moitié des produits de son travail, comme elle ne peut disposer que de la part qui lui revient dans la communauté. Cette solution était déjà indiquée par M. Gourju. « Au point de vue du droit pour la femme d'en « disposer par testament, ils (ces biens) sont donc sou- « mis à la règle générale, d'après laquelle la femme ne « peut disposer à cause de mort que de sa part dans la « communauté (1) ».

Telles sont les limites que le législateur semble avoir fixées aux droits de la femme sur le pécule réservé. C'en est assez pour qu'il soit possible d'affirmer que le législateur n'a pas entendu donner à la femme un droit de propriété véritable. Le législateur nous en avertit lui-même en disposant que sous tous les régimes qui ne comportent ni communauté ni société d'acquêts, ces biens sont propres à la femme.

Mais ces réserves faites, les pouvoirs de la femme sont aussi étendus que possible. Elle pourra, selon nous, donner les biens réservés en gage et les hypo-

(1) Rapp. de M. Gourju au Sénat : Annexe, 26 juin 1906, p. 16.

théquer (1), sauf au mari, s'il y a abus, à se pourvoir en conformité de l'article 2.

Elle pourra les aliéner à titre onéreux, à charge toutefois de remploi ou d'en consacrer le prix aux besoins urgents du ménage, sous peine d'encourir la sanction maritale.

Elle pourra employer ses capitaux à l'acquisition de valeurs mobilières ou immobilières, rentes sur l'État, actions ou obligations, parts d'intérêt, etc. Spécialement pour les dépôts effectués par la femme mariée en son nom personnel à la caisse d'épargne, ils seront complètement soustraits aux pouvoirs du mari (modification de la loi du 20 juillet 1895, art. 16), toutes les fois que ces capitaux proviendront de deniers amassés grâce aux salaires de la femme. Dans ces conditions, le mari sera déchu de la faculté de s'opposer au retrait.

Comme conséquence du droit de placer librement les économies provenant de son travail, il faut également reconnaître à la femme mariée la faculté de contracter une assurance à son profit sans le concours du mari, lorsque le paiement des primes est effectué avec le produit de son travail.

C'est là une mesure de prévoyance à laquelle la

(1) Charles Defrénois, *Des droits de la femme mariée sur les prod. de son trav.*, Commentaire de la loi du 13 juillet 1907, avec formules. Paris, Administration du Rép. gén. pratique du Notariat, 1908.

femme pourra procéder valablement, pourvu, bien entendu, qu'elle justifie, dans les termes de l'article premier, qu'elle exerce une profession distincte de celle de son mari.

Le même droit existait d'ailleurs pour la femme dès avant 1907, lorsqu'elle assurait le paiement des primes sur les revenus de ses biens personnels.

En revanche, et toujours par application des principes qui défendent à la femme de disposer à titre gratuit des produits de son travail, on devra lui refuser le droit de contracter seule une assurance au profit d'un tiers.

Est-il besoin de dire que la femme peut toucher librement ses salaires ? C'est même là le but originaire de la réforme. On a voulu éviter que le mari, ivrogne ou dépensier, n'abusât de ses pouvoirs pour soustraire à l'épouse l'argent qu'elle a gagné en travaillant et qui est nécessaire aux besoins du ménage.

La femme mariée jouit donc des pouvoirs les plus étendue. Elle peut même, au moyen des produits de son travail, procéder valablement à des placements immobiliers. Ses droits dépassent donc de beaucoup ceux de la femme séparée de biens.

VI

ACTION DE LA FEMME EN JUSTICE

Mais il n'y a pas de droit sans action. Du moment que la femme est nantie des pouvoirs les plus étendus sur son pécule réservé, le législateur devrait lui accorder la faculté de les exercer et d'ester librement en justice dans toutes les contestations relatives aux produits de son travail.

Cette disposition fait précisément l'objet de l'article 6, qui est conçu dans les termes les plus généraux.

L'action intentée par la femme sera donc recevable devant toutes les juridictions, sauf au mari, ou aux tiers, si elle paraît excéder les dispositions de l'article 6, à invoquer, en tout état de cause, les prohibitions de l'article 215 du Code civil. S'agissant d'une prescription d'ordre public, l'action de la femme, si elle est abusive, sera toujours susceptible d'être repoussée. Il appartiendra donc à la femme de prouver que le litige intéresse directement ses droits sur le pécule réservé. Elle ne manquera pas, d'ailleurs, si elle est défenderesse, d'opposer le même moyen au demandeur, en se prévalant, s'il y a lieu, de la nullité de l'exploit introductif d'instance, par lequel elle aurait été seule assignée à comparaître.

Inversement, le mari devra être mis hors de cause, si le litige intéresse uniquement les droits réservés de la femme. En effet, si le mari, assigné en même temps que sa femme, subissait avec elle les risques du procès, il pourrait être condamné conjointement avec sa femme et serait contraignable tant sur les biens de la communauté que sur ses biens personnels. A notre sens, les dispositions étant d'ordre public, le mari devrait être mis hors de cause, lorsqu'il apparaîtrait que le litige intéresse seulement les biens réservés de l'épouse.

Si le procès se poursuit entre la femme et un tiers, il sera possible au mari d'intervenir pour sauvegarder les droits de la communauté, comme les siens propres, ou même dans le seul but de faciliter à la femme le gain du procès.

Le même droit pourra appartenir aux tiers, lorsque le litige se poursuivra entre la femme et le mari. Toutefois leur intervention devrait être repoussée, lorsque leurs intérêts ne seraient point compromis.

Nous avons vu, d'autre part, que la loi avait organisé une procédure spéciale, pour permettre à la femme de contraindre son mari à subvenir aux charges du ménage et au mari d'exercer le même droit à l'égard de la femme ou de faire prononcer le retrait des pouvoirs qui ont été conférés à l'épouse dans l'intérêt du ménage.

Il n'est donc pas de droit que la femme, sous le régime de la loi du 13 juillet 1907, ne puisse efficacement

défendre, même à l'encontre de son mari. Si large qu'elle soit, cette réforme paraît encore trop étroite à beaucoup d'esprits. On voudrait que le législateur eût compris dans la nouvelle catégorie de biens réservés les économies de la femme antérieures au mariage et même sa dot (1). On se plaint qu'il n'ait pas voulu porter atteinte au principe de l'autorisation maritale et qu'il n'ait pas proclamé la liberté absolue du travail pour la femme. On fait remarquer qu'en droit elle n'est pas libre d'exercer comme elle l'entend son activité, et que le mari peut toujours l'empêcher de s'adonner à une profession quelconque, sans avoir besoin, comme dans la législation allemande ou suisse, d'invoquer l'intérêt du ménage.

Ces différentes critiques témoignent d'un zèle louable pour la défense des intérêts sociaux de la femme. Mais aucune de ces réformes n'était possible, si on s'en rapporte aux principes qui ont guidé le législateur et que nous avons déjà longuement exposés.

(1) D'après certains auteurs, les économies antérieures au mariage font partie des biens réservés. Mais cette opinion paraît abandonnée.

VII

DÉROGATION AUX PRINCIPES DU MANDAT

C'est cette même rigueur dans les principes qui a fait que le législateur est allé jusqu'à protéger la femme contre elle-même. Pour mieux la préserver de tout entraînement, il a porté atteinte à la liberté des conventions matrimoniales en déclarant nulle toute clause « contraire à la loi » portée dans le contrat de mariage (art. 1^{er}).

Mais la difficulté est de savoir quelles sont les conséquences de cette prohibition d'ordre public. M. Viollette, rapporteur de la loi à la Chambre des députés (1), ne craint pas d'en tirer des conséquences très graves.

C'est d'abord la nullité de tout mandat donné par la femme au mari ; par exemple, au cas où elle le chargerait d'administrer pour elle ses biens réservés.

C'est encore l'interdiction pour la femme de s'engager sur ses biens réservés au profit du mari, par exemple comme caution.

L'honorable rapporteur justifie cette double solution par les arguments suivants : « Si l'on permet à la

(1) Rapport de M. Viollette (Ch. des Dép., n° 1128 : *J. O.*, Annexe au proc.-verb., séance du 28 juin 1907, p. 8) : «... Il ne faut pas oublier que le but de la loi est la protection de la femme. Il s'agit de la mettre, même malgré elle, en dehors des entreprises du mari. »

« femme, dit-il, de donner mandat à son mari — non
« pas même mandat général, il est bien clair que ce
« serait comme une dérogation aux conventions matri-
« moniales dont parlait M. Guillier, nulles d'une nullité
« d'ordre public — mais mandat spécial de toucher son
« salaire, il est bien à craindre que la loi devienne rapi-
« dement lettre morte, au moins dans le cas où elle
« serait le plus nécessaire. Le mari se ferait signer
« toute une série de procurations en blanc, et on sait
« quel genre d'arguments décisifs un mari ivrogne peut
« employer pour obtenir des signatures de ce genre (1).

« Il serait d'ailleurs plus dangereux, dit-il encore, de
« permettre la dérogation par conventions particulières
« que la dérogation par conventions générales, c'est-à-
« dire par contrat de mariage » (2), et il fait observer que
les contrats de mariage sont très rares et qu'au surplus,
à ce moment, la femme est entourée d'avis et de con-
seils, tandis que, durant le mariage, elle est exposée à
toutes les sollicitations du mari.

A l'encontre de l'interprétation du rapporteur, on fait
valoir diverses raisons. On s'étonne tout d'abord que la
femme puisse valablement donner mandat à un tiers ou
s'obliger pour autrui, mais qu'elle ne le puisse pas à
l'égard de son mari.

(1) Rapport de M. Viollette, *loc. cit.*, p. 8 et suiv.

(2) Rapport de M. Viollette, *loc. cit.*, p. 7.

Le rapporteur a très bien vu cet argument ; mais il ne semble pas s'en être beaucoup ému : « Il est très vrai, « dit-il, qu'on arrive à une véritable anomalie. La « femme pourra donner mandat à un étranger en vertu « des principes du mandat, mais pas à son mari : c'est « vrai ; mais il faut en prendre son parti. »

On oppose ensuite un argument plus spécieux : Le but du législateur, dit-on, était de protéger la femme contre son mari. — Du moment qu'on lui a donné plein pouvoir pour l'administration de ses biens réservés, le résultat est atteint, et il n'y a pas lieu d'établir cette double incapacité (1).

Enfin, on donne un troisième argument tiré du silence de la loi.

Pour nous, la doctrine soutenue par M. Viollette doit l'emporter (2). L'argument le plus fort, en apparence, celui qui est tiré du silence de la loi, est inopérant en l'espèce ; il n'était pas nécessaire, en effet, que le législateur défendit d'une manière expresse à la femme de choisir son mari pour mandataire. Cette prohibi-

(1) V. de Lesseps, *les Droits de la femme mariée sur ses gains et salaires*, 1910, Paris, p. 332.

(2) La plupart des auteurs lui sont contraires : Dépinay, *Rev. du Notar.*, 1908, p. 172 ; — Defrénoy, *Rép. Notar.*, n° 40 ; — Morin, *Droits de la femme mariée sur les produits de son travail*, p. 266 ; — Lyon-Caen, *Annuaire de Lég. comp.*, 1907 ; — Le Courtois et Surville, *Libre salaire de la femme*, nos 32, 86.

tion résulte à l'évidence des principes mêmes de la réforme. On a voulu soustraire au mari dissipateur les gains et salaires de la femme. On a eu recours pour cela à une disposition d'ordre public par laquelle la femme s'est vu conférer les plus larges pouvoirs sur les produits de son travail. Ou la loi est d'ordre public, ou elle ne l'est pas. Aucun moyen terme n'est possible. La femme ne peut donc faire échec à la loi par un détour vraiment trop facile qui consisterait à charger son mari de gérer ses biens réservés.

Elle pourra le faire, dira-t-on, quand il s'agira de ses biens personnels, et d'ailleurs aucune prohibition de ce genre n'existe pour la femme dotale ou séparée de biens.

Il ne s'ensuit pas que la femme doive être soumise au même régime, quand il s'agit de ses biens réservés. Le but de la loi du 13 juillet 1907 est précisément d'apporter une dérogation aux principes généraux. Or, c'est là le point principal sur lequel porte la dérogation. Désormais, la femme administrera seule le pécule provenant de son travail. Si le législateur pose ce principe, ce n'est point pour admettre cette réserve, à moins que la femme n'en laisse l'administration au mari.

Si la liberté avait été laissée à la femme de confier au mari la gestion de ses biens réservés, la réforme eût été illusoire. Le législateur ne pouvait tomber dans une si

grossière contradiction. Quel est, en effet, l'objet de la loi ? De soustraire la femme à l'autorité abusive du mari. Comment ce but serait-il atteint, si la femme restait exposée à y retomber de sa propre volonté ?

Quant à l'argument, surtout moral, qui consiste à montrer que le mari se trouve dans une situation en apparence inférieure au tiers mandataire de la femme, il ne méritait pas, en effet, d'arrêter le législateur. Le mari est suffisamment armé contre les abus qui peuvent provenir de la gestion des biens de la femme par un tiers. Il a à sa disposition la sanction de l'article 2. Mais comment la femme soumise au mari se défendra-t-elle contre l'abus de son mandat ?

Au reste, la dignité du mari, s'il gère les biens de sa femme, ne s'en trouve pas accrue. Si la femme a besoin de conseils, il n'en sera que mieux placé pour les lui donner, s'il ne s'est pas exposé, en assumant la charge de ses biens, aux critiques que pourrait soulever son administration et aux déceptions dont les événements sont si souvent la cause.

Que si, en fait — et c'est là un dernier argument qu'on nous oppose — la femme remet tous ses salaires à son mari, nous reconnaissons que la sanction manque à cette désobéissance à la loi. Mais il est permis de penser qu'elle ne le fera guère, à moins qu'elle ne soit contrainte par la misère à consacrer tout son gain aux charges du ménage. En ce dernier cas, loin de désobéir à la loi,

elle en observe l'esprit. Le législateur n'a pas mis de bornes à la générosité de la femme, c'est un geste que la loi n'a pas voulu réglementer.

Concluons donc — quoi qu'il en coûte en apparence — que si le mari peut être le mandataire de la femme en ce qui concerne la gestion de ses propres, il ne le peut en ce qui regarde les biens réservés.

En revanche, rien ne s'oppose à ce que la femme soit, comme auparavant, le mandataire du mari (1).

VIII

LA FEMME COMMERÇANTE

Nous avons examiné jusqu'ici les questions principales que soulève l'application de la loi du 13 juillet 1907, en ce qui concerne les rapports des époux entre eux.

Nous avons cherché surtout à dégager les principes qui ont guidé le législateur, afin d'apporter aux diverses questions posées des solutions concordantes. Nous

(1) Rien ne s'oppose non plus à ce que la femme donne également mandat tacite au mari de l'obliger, même sur ses biens réservés, mais pour les besoins du ménage (Rapport Viollette, *loc. cit.*, p. 6).

avons vu ainsi que le législateur avait plus énergiquement sanctionné que le Code civil lui-même, l'obligation réciproque aux aliments; que, d'autre part, il avait maintenu résolument l'autorité maritale; que, dans la détermination du patrimoine réservé, il avait étendu le plus possible les droits de la femme, mais de manière à sauvegarder le principe de la communauté; qu'il l'avait rendue capable, en ce qui concerne cette catégorie de biens, de contracter sans autorisation et même d'ester librement en justice; que, toutefois, il avait réussi à protéger les droits du mari contre la femme en lui interdisant certains actes et en l'obligeant à remplir certaines formalités, à peine de nullité, et les droits de la femme contre le mari, en ne permettant pas à celui-ci de reprendre, comme mandataire, la gestion des biens dont l'administration lui était enlevée. Nous avons vu surtout, que les pouvoirs nouveaux conférés à la femme ne lui étaient remis qu'en vue de l'intérêt du ménage et du principe de l'assistance réciproque entre époux et de la gratuité des services; en un mot, la loi du sacrifice et de la mise en commun de toute la vie, *consortium omnis vitæ*, restait la règle idéale dont le législateur s'était toujours inspiré.

Mais, si cette interprétation de la loi de 1907 paraissait trop étroite, il nous suffira pour montrer combien elle est large et libérale au contraire dans la pratique, de retracer la situation de la femme commerçante, selon

la loi de 1907. Nous verrons que les pouvoirs, déjà si considérables, que le Code lui attribue, se sont encore accrus, mais nous verrons en même temps combien il était utile de maintenir les principes supérieurs de l'autorité maritale et de la contribution aux charges du ménage.

Il est un point aujourd'hui hors de doute, c'est que la loi du 13 juillet 1907 s'applique sans aucune restriction à la femme commerçante (1).

L'article premier, en effet, ne fait aucune distinction quel que soit le genre de travail auquel se livre la femme (2).

Mais, ce principe une fois posé, il reste à rechercher quels résultats peut entraîner l'application à la femme commerçante de la loi du 13 juillet 1907. Tel est l'objet de ce chapitre. Nous ne nous occuperons que des difficultés qui peuvent survenir entre les époux, en réservant pour la deuxième partie de ce travail celles qui concernent leurs rapports avec les tiers.

Avant 1907, la femme, pour exercer un commerce séparé, avait besoin de l'autorisation maritale, à laquelle pouvait suppléer, dans certains cas, l'autorisation de

(1) *Rev. trimestr. de Droit civ.*, 1910, p. 5; — Maurice Bernard et Julien Bonnet, *La Femme commerçante, d'après la loi du 13 juillet 1907*.

(2) Sénat : Annexe au proc.-verb. de la séance du 23 juin 1906; — Prop. de loi relative au libre salaire de la femme mariée, présentée par M. Gourju, sénateur, p. 17.

justice. Elle ne pouvait contracter une société avec un tiers qu'en se soumettant, suivant l'opinion générale, à l'obligation de se munir d'une autorisation spéciale du mari. Enfin, elle ne pouvait par elle-même ester en justice (1).

La première proposition seule est toujours vraie. Encore aujourd'hui, l'autorisation maritale et, à son défaut, s'il est possible l'autorisation de justice, est absolument nécessaire pour habiliter la femme à faire le commerce.

Mais voici les innovations : désormais, par application de l'article 6 de la loi du 13 juillet 1907, la femme pourra ester librement en justice dans tous les litiges concernant son commerce, lorsque le fonds qu'elle exploitera fera partie du patrimoine réservé à son administration. De même, par application de l'article 1^{er}, celle-ci pourra contracter sans autorisation avec les tiers toute société, sauf pourtant, suivant la plupart des auteurs, une société de personne.

L'importance de la réforme est donc considérable. Désormais une femme peut se présenter seule devant le tribunal de commerce, soit en demande, soit en défense. Elle peut garantir ou assigner en garantie, plaider, transiger et compromettre ; assister à une assemblée de créanciers, produire en son nom à une faillite, consen-

(1) Art. 215, C. civ.

- tir un concordat, en un mot, concourir à tous les actes judiciaires relatifs aux besoins de son commerce.

Tel est le principe. Mais l'application en est encore bien éloignée, semble-t-il. En effet, dans la pratique, les tribunaux de commerce et le tribunal de la Seine en particulier, exigent, aujourd'hui comme auparavant, que le mari figure aux côtés de la femme, soit comme demandeur, soit comme défendeur, dans toutes les instances qui leur sont soumises.

Le grand nombre des affaires et la nécessité de les résoudre au plus vite ne permettent sans doute pas aux juges de vérifier si, dans tel cas particulier, la femme est susceptible ou non de bénéficier des dispositions de la loi du 13 juillet 1907. D'autre part, les praticiens, attentifs avant tout à la régularité de leur procédure, sont enclins à multiplier les précautions. De là vient que la loi nouvelle ne reçoit pas, dans l'enceinte des tribunaux, l'application dont elle serait susceptible.

La seconde solution exige quelques développements. Avant la loi du 13 juillet 1907, on admettait que la capacité de la femme commerçante n'allait pas jusqu'au droit de contracter une société avec un tiers. Des raisons de convenance s'opposaient, disait-on, à l'existence d'un lien aussi étroit. On ajoutait que, l'autorisation matrimoniale étant révocable, cette révocabilité, qui est un droit pour le mari, serait compromise si la femme pouvait s'engager pour un temps peut-être fort long, à participer

à une entreprise. Même la femme séparée ne pouvait pas elle-même entrer en société, cet acte n'étant pas considéré comme un simple acte d'administration. Enfin la prohibition s'étendait à la participation de la femme à une société par actions (1).

« Il est assez délicat, dit M. Adolphe Pichon (2) de
« déterminer si, sous l'empire de la loi nouvelle, ces
« solutions doivent être maintenues. La difficulté vient
« de dispositions qui paraissent incliner à des réponses
« contradictoires. L'article 1^{er} reconnaît à la femme
« mariée, sans réserve, le droit de disposer à titre oné-
« reux des produits de son travail et d'en faire emploi
« en valeurs mobilières et immobilières. Il semblerait
« en résulter que l'objection tirée des pouvoirs res-
« treints de la femme séparée disparaît. Mais, d'autre
« part, l'article 2 autorise à tout moment, — en cas
« d'abus, — le mari à demander à la justice le retrait
« des pouvoirs conférés à la femme dans l'intérêt du
« ménage. Ne serait-ce pas compromettre ce droit de
« révocation si la femme pouvait s'engager dans des
« liens dont elle ne pourrait sortir avant une date fixée
« d'avance et peut-être fort lointaine ?

« Pour concilier ces deux affirmations de la loi,

(1) Voir sur la question : Lyon-Caen et Renault, *Tr. de Dr. Com.*, I, n° 254 ; — Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, *Personnes*, II, nos 2273 et suiv.

(2) Adolphe Pichon, *Rev. Critique*, 1908, p. 230.

« liberté pour la femme de faire emploi de ses capitaux,
« possibilité constante de la révocation de ses pouvoirs,
« il nous semble qu'il suffirait de reconnaître à la
« femme le droit d'entrer dans toute société d'où elle ne
« s'interdirait pas, pour un temps plus ou moins long,
« le droit de sortir. Lui seraient ouvertes d'abord celles
« où le droit de l'associé est constaté par un titre négociable, puisqu'il suffit de l'aliéner pour se séparer de
« l'entreprise même, et ensuite les sociétés contractées
« pour une durée indéterminée, puisque, aux termes de
« l'article 1869 du Code civil, elles peuvent à tout
« moment se dissoudre par la volonté de l'une des parties. A notre sens, seraient seules interdites aux
« femmes mariées, lorsqu'elles ont des gains personnels, l'entrée dans les sociétés à terme fixe, où les
« associés sont tenus jusqu'à la date convenue.

« Si cette solution devait être adoptée par la jurisprudence, elle serait d'une importance qu'il n'est pas
« besoin de signaler. Les femmes, notamment les femmes commerçantes, pourraient participer à ces placements sociaux, actions..... qui se répandent de plus
« en plus et constituent l'emploi le plus fructueux des capitaux lorsqu'ils sont surveillés avec prudence.
« C'est là, à notre sens, une preuve nouvelle de l'exactitude de la solution proposée » (1).

(1) En ce sens : Pierre Morin, *Les Droits de la femme mariée*

Depuis 1907, la femme commerçante, autorisée de son mari ou de justice, peut donc constituer son fonds de commerce en patrimoine réservé.

Mais quelles conditions devra-t-elle remplir et comment cette solution pourra-t-elle se concilier avec les différents régimes matrimoniaux ?

Sous les régimes exclusifs de communauté, et, par exemple, sous le régime de séparation de biens, aucune difficulté ne paraît à craindre. Le mari ne saurait se plaindre de ce que sa femme dispose à son gré du fonds commercial ou des bénéfices qu'elle en retire. Ils lui appartiennent, en effet, en propre, sauf l'obligation où elle se trouve de contribuer aux charges du ménage.

Toutefois, la femme séparée de biens acquiert un pouvoir nouveau. Elle pourra aliéner ses immeubles sans l'autorisation de son mari, pourvu qu'il s'agisse d'un acte relatif à son commerce.

La situation est la même pour la femme commerçante sous le régime dotal, lorsqu'elle fait le commerce avec ses paraphernaux. Son indépendance n'est pas moins grande.

Quant à la femme mariée sans communauté, elle acquiert le droit de disposer des produits de son commerce, quelle qu'en soit l'affectation.

sur les produits de son travail, Paris, 1908, p. 272 ; — Colin et Legrand, *op. cit.*, n° 117 ; — Le Courtois et Surville, *op. cit.*, p. 13, 14, n° 2 ; — Mesnard, *Lois Nouvelles*, 1911, n° 68,

Mais la difficulté commence, lorsque la femme est mariée sous le régime de la communauté, légale ou conventionnelle.

Sous ce régime, en effet, le mari a l'administration et la jouissance des produits du travail de la femme.

Or, l'effet de la loi du 13 juillet 1907 est d'ôter, en ce cas, au mari de la femme commerçante, la jouissance des bénéfices que celle-ci peut retirer de son commerce.

Cette solution n'a rien de choquant par elle-même. Elle est conforme à l'esprit aussi bien qu'au texte de la loi et satisfait d'ailleurs l'équité, chaque fois que la femme se sera constitué, par elle seule, un patrimoine réservé.

Mais il peut arriver que le mari, ou la communauté, participent d'une manière quelconque à l'entreprise dirigée par la femme. Ou bien le fonds de commerce a été acquis des deniers communs, ou bien le mari a fait emploi, en faveur de la femme, de ses ressources personnelles. Il lui a, par exemple, prêté des capitaux, ou bien il a payé de ses deniers des travaux exécutés par la femme pour l'aménagement ou l'agrandissement de son commerce.

Dans ces diverses hypothèses, que la pratique pourrait multiplier à l'infini, quels vont être les droits du mari ou de la communauté ?

La femme, s'appuyant sur l'article 1er de la loi du

13 juillet 1907, pourra-t-elle prétendre conserver pour elle seule, sauf bien entendu à contribuer aux charges du ménage, les bénéfices de son commerce ?

La réponse à cette question ne se rencontre pas en termes exprès dans la loi elle-même.

Sans doute, les biens réservés de la femme sont, en principe, des biens communs, et, à la dissolution de la communauté, ils reviennent à la masse, pour être partagés entre les époux ou leurs ayants droits. Mais cette compensation paraît illusoire, puisque le mari se trouve privé, durant le mariage, de tout pouvoir sur les biens réservés.

Un remède apparaît, il est vrai, dans les dispositions de l'article 2 et de l'article 7.

Au moyen de l'article 7, le mari pourra retrouver, sous la forme d'une contribution aux charges du ménage, une part des revenus des capitaux engagés. Mais cette part, néanmoins, pourra être restreinte, car les bénéfices de la femme peuvent excéder de beaucoup les besoins du ménage, et la loi ne fait pas de la générosité une obligation. Le remède est donc insuffisant.

L'article 2 offre, au contraire, une sanction trop énergique et qui ne paraît que difficilement praticable à l'égard de la femme commerçante.

En effet, la privation totale des pouvoirs de la femme sur les biens réservés, même pour un très court délai, risquerait d'entraîner, en ébranlant son crédit, la perte

de son commerce. Or il ne peut entrer dans l'esprit du mari de causer la ruine de sa femme et le remède, en ce dernier cas, lui apparaîtrait pire que le mal.

A plus forte raison, évitera-t-il d'user du droit qu'il possède, sous tous les régimes, de révoquer l'autorisation générale qu'il aura donnée à sa femme de faire le commerce. Son intervention pourrait être désastreuse, et la femme n'aurait d'autre ressource, pour s'en garantir, que de s'adresser aux tribunaux qui lui accorderont, s'ils en ont le pouvoir, l'autorisation de conserver son négoce ou seulement un délai pour terminer les affaires en cours (1).

La loi ne fournit donc pas de réponse au problème, mais peut-être, grâce à ses dispositions, le fait-elle évanouir ?

La femme a, en effet, pleine capacité pour gérer son patrimoine réservé. Par suite, elle est susceptible de traiter avec son mari, lequel n'est, à ses yeux, qu'un tiers muni, dans certains cas, de pouvoirs spéciaux.

Rien ne s'oppose, en conséquence, à ce que le mari, tant en son nom personnel que comme chef de la communauté, passe avec sa femme tous les actes relatifs à l'administration et à la disposition des biens réservés.

(1) Lyon-Caen et Renault, *Traité de Droit commercial*, 4^e édition, 1906, I, 231 et 251; — Grenoble, 27 janvier 1863: D., 63-2-38; — Paris, 3 janvier 1868: D., 68-2-28.

Ainsi la femme commerçante pourra s'engager sur ses biens réservés à l'égard de la communauté ou de son mari, suivant les règles ou les conventions du régime qu'elle aura adopté.

Les actes ainsi passés seront valables, sous les mêmes formes et sous les mêmes conditions que tous actes de même nature qui seront passés avec un tiers quelconque. Ainsi la femme pourra, même en dehors des cas prévus par l'article 1595, vendre ou acheter tels biens meubles ou immeubles à son mari, lui emprunter des capitaux, lui donner décharge, lui donner à bail, en un mot, faire tous les actes d'administration et de disposition à titre onéreux (1).

Le mari créancier pourra, de son côté, bénéficier de l'article 3 et saisir, en conséquence, pour se remplir de ses droits, tout ou partie des biens réservés.

Il pourra aussi plaider contre sa femme, laquelle n'aura besoin d'aucune autorisation pour ester contre lui en justice.

Les bénéfices de l'entreprise commerciale appartiendront donc à la femme, mais elle aura la charge, à l'égard de son mari ou de la communauté, comme à l'égard des tiers, des obligations qu'elle aura contractées.

(1) Cela ne constituera pas en effet une Société entre époux, l'intention de s'associer faisant défaut. — Sic: Colin et Legrand, *op. cit.*, n° 119.

De la sorte, le mari ne sera point lésé et, par le jeu naturel de la loi, les intérêts respectifs des deux époux, ainsi que ceux de la communauté, pourront être efficacement sauvegardés.

La réforme opérée par la loi du 13 juillet 1907 apparaît ainsi comme très profonde. Elle modifie les rapports sociaux entre les époux avec une hardiesse singulière. Aussi l'application n'en paraît-elle possible que par degré, à mesure que les mœurs, sous l'influence des nécessités modernes, se façonneront elles-mêmes dans le sens de l'extension des droits de la femme.

DEUXIÈME PARTIE

DES RAPPORTS
DES ÉPOUX AVEC LES TIERS

GÉNÉRALITÉS

La société conjugale n'est pas isolée. Pour subsister et se développer, elle a besoin des tiers. Les parents sont les premiers qui interviennent, pour doter les jeunes époux et leur faciliter leur établissement. Puis, les relations sociales commencent; les époux travaillent; ils ont des intérêts à sauvegarder; ils doivent assurer leur avenir et celui de leurs enfants.

Le législateur a voulu que la famille, dont le mariage est la base, offrit à la société une garantie, en échange du crédit que celle-ci lui accorde dès l'abord. Cette garantie consiste, d'une part, dans le caractère d'ordre public des règles qui régissent la société conjugale, d'autre part, dans l'immutabilité des conventions matrimoniales.

Par ce moyen, les tiers, qui traitent avec les époux, sont à l'abri de toute surprise. Ils savent quelles conditions doivent réunir, pour être valables, les actes qu'ils passeront avec les époux. Ils sauront, s'il le faut, exiger le concours du mari dans la convention, ou réclamer, au contraire, l'intervention de la femme, par exemple pour renoncer à son hypothèque légale.

La loi du 13 juillet 1907, en venant s'ajouter à l'ensemble de lois relatives au statut matrimonial, intéresse donc au plus haut point les tiers. Ceux-ci

doivent d'autant mieux la connaître, qu'ils sont obligés d'en subir les dispositions, auxquelles les époux eux-mêmes ne peuvent déroger par des conventions particulières.

La question qui se pose est celle de savoir si, dans l'application, la loi du 13 juillet 1907 offre aux tiers des garanties suffisantes, si elle facilite leurs rapports avec les époux et dans quelle mesure elle vient modifier l'état de notre législation.

Si nous interrogeons les faits, on se rendra compte que, dans la pratique, la loi a rencontré une résistance très marquée, surtout auprès des administrations et des banques.

Une femme mariée, se présentant avec toutes les justifications prévues par l'article 1^{er}, s'est vue naguère refuser, aux guichets d'une banque de Paris, son ordre d'achat pour une obligation de chemin de fer (1).

Ce n'est pas isolé, et une enquête suivie à ce sujet a révélé que dans les établissements de crédit aucune opération ne peut être faite par une femme mariée sans l'autorisation de son mari : ouverture de compte, achat ou vente de valeurs.

(1) *Bulletin mensuel de la Société de Législation comparée*, avril-mai 1909 ; — Léon Adam, *Note sur l'application de la loi française du 13 juillet 1907*. — Voir aussi : Paul Guyot, *L'Activité économique de la femme mariée et ses conséquences juridiques*, Paris, Rousseau, 1910.

De même, les agents de change persistent à exiger, pour l'achat ou la vente de valeurs cotées à la Bourse, la justification de l'autorisation maritale, ou, du moins, l'acceptation par le mari des justifications prévues par l'article 1^{er} de la loi du 13 juillet 1907.

Enfin le Trésor, s'il n'exige pas l'autorisation du mari pour acheter, la déclare indispensable pour aliéner le titre le plus modique.

Les motifs de cette résistance sont d'ordre moral et d'ordre matériel. Dans l'ordre moral les anciennes habitudes et les préjugés hostiles à l'épouse persistent, dans l'ordre matériel, le souci de la rapidité des transactions, de la régularité et de la symétrie des conventions, qui diminuent les chances d'erreur ou de fraude, milite contre l'application de la loi.

Il ne faut donc pas s'alarmer outre mesure de ce que l'on a appelé « l'esprit de routine » (1). La résistance opposée par les administrations financières et les établissements de crédit est un fait dont il faut tenir compte, mais qui n'apporte pas un argument valable contre la loi.

(1) *Annales du droit commercial*, 1909, p. 516 : *Les obstacles apportés à la gestion par la femme mariée*.

CHAPITRE I

IRRESPONSABILITÉ DES TIERS

Le législateur, en effet, a prévu l'obstacle que pourrait apporter à l'application de la loi la timidité ou la défiance des tiers, sollicités par la femme (1).

Il a posé en principe l'irresponsabilité des tiers de bonne foi, ayant traité avec la femme dans les conditions prévues par l'article premier.

Rappelons ici la formule du texte : « La validité des
« actes faits par la femme sera subordonnée à la seule
« justification, faite par un acte de notoriété, ou par tout
« autre moyen mentionné dans la convention, qu'elle
« exerce personnellement une profession distincte de
« celle de son mari ; la responsabilité des tiers avec
« lesquels elle a traité en leur fournissant cette justifica-
« tion n'est pas engagée ».

La formule ne comporte pas de réserve. Sous la condition de la bonne foi, laquelle est toujours présumée, le

(1) La Société d'Etudes législatives l'avait aussi prévu. — Voir *Bulletin de la Société d'Etudes Législatives*, 1901-02. Rapport de M. Léon Bérard, p. 456.

tiers contractant se voit protégé contre les réclamations du mari ou de la femme, de leurs héritiers ou ayants cause.

Sans doute, il faut convenir que cette disposition est exorbitante du droit commun.

On peut concevoir, en effet, que le législateur établisse, par voie légale, une présomption de responsabilité, en sorte que la victime n'aura pas à prouver la faute pour obtenir réparation du préjudice causé. Ainsi, dans le Code civil, il existe, du fait des animaux ou du fait des choses, une responsabilité particulière que la loi met à la charge du propriétaire, sauf preuve contraire (1).

La loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, est même allé plus loin dans cette voie que le Code. Elle a établi, à la charge du maître de l'industrie, une présomption de faute qui n'admet même pas la preuve contraire. Le patron n'en sera déchargé, en tout ou en partie, que si l'ouvrier a intentionnellement provoqué l'accident ou s'il a commis une faute inexcusable, assimilable au dol.

Ici, le législateur a suivi une marche opposée. Au lieu d'une présomption de responsabilité, c'est une pré-

(1) Code Civil, art, 1385 et 1386,

somption d'irresponsabilité qu'il établit, en sorte que le tiers, qui aura contracté régulièrement avec la femme, ne pourra être recherché, que si la preuve du dol était rapportée. Le tiers, lui, n'aura rien à prouver.

Cette disposition est donc très originale et peut être même unique dans la législation française.

Il ne faut pas s'étonner, par suite, si elle ne rassure pas complètement, dans la pratique, les tiers qui peuvent avoir à traiter avec la femme :

Aussi convient-il d'en rechercher exactement le sens et la portée.

Équivaut-elle à une prohibition absolue pour le mari, la femme ou leurs ayants-droit de rechercher les tiers, à raison des actes régulièrement passés avec la femme ?

Nous ne le pensons pas. Le législateur n'a pu se proposer de couvrir même le tiers de mauvaise foi. Celui-ci sera responsable de son dol ou de sa participation au dol de la femme dans les termes du droit commun.

S'il a trompé la femme contractante, il pourra se voir rechercher par elle, conformément à l'article 416 du Code civil.

S'il a aidé la femme à tromper le mari, celui-ci aura une action contre sa femme et aussi contre le tiers, en vertu de l'article 1382.

On nous objectera, il est vrai, que, s'il en est ainsi, la présomption établie en faveur du tiers contractant est inutile. La bonne foi, dira-t-on, se présume tou-

jours. En disant que la responsabilité du tiers de bonne foi n'est pas engagée, le législateur ne fait qu'émettre une vérité de bon sens, sans portée légale.

Aussi n'est-ce pas la signification du texte. Le législateur a voulu dire que le mari, la femme ou leurs ayants droit étaient sans action contre les tiers qui avaient régulièrement traité.

En effet, comment la femme pourrait-elle se plaindre de son propre dol ? Elle ne sera donc pas admise à invoquer la nullité de l'acte qu'elle aura accompli, sous prétexte qu'elle aurait trompé le tiers contractant sur sa capacité au moment du contrat.

La disposition de l'article 1^{er} apporte aussi une dérogation des plus importantes au principe posé par l'article 225 du Code civil. Alors que la femme pouvait en tout état de cause, invoquer la nullité fondée sur le défaut d'autorisation, ici, la femme sera sans action pour se prévaloir de sa propre faute.

Le tiers se trouvera protégé par la présomption de l'article 1^{er}, pourvu que les formalités de la loi aient été accomplies.

Ceci veut dire simplement que toute action intentée par la femme ou ses ayants droit contre le tiers qui aurait traité avec elle, et qui serait uniquement basée sur la fausse déclaration de la femme, serait irrecevable, nonobstant les dispositions de l'article 225.

Mais, si la femme lésée avait se plaindre du dol civil,

elle pourrait agir, car le tiers ne serait plus protégé par la présomption de l'article 1^{er}. Nous retomberions dans le droit commun.

Encore faut-il exclure le cas où le tiers aurait simplement connu la fausseté de la déclaration de la femme: à l'égard de celle-ci, il serait inattaquable.

Quant au mari, les effets de la présomption légale sont différents. Il sera, selon nous, irrecevable à s'attaquer directement aux tiers qui auraient contracté en conformité de la loi de 1907.

Il n'aura d'action que contre sa femme. Il devra tout d'abord prouver, sans qu'on puisse faire état de l'aveu de la femme, la loi étant d'ordre public, que les formalités accomplies dans l'acte sont entachées de fraude.

Si la femme succombe dans cette action, le mari obtiendra-t-il *ipso facto* la nullité de l'acte intervenu? C'est ici qu'une distinction s'impose.

Si l'instance suivie par le mari contre la femme fait apparaître la connivence du tiers contractant, le mari sera alors muni contre celui-ci de l'action de droit commun, résultant de l'article 1382, et il pourra, nonobstant la présomption légale de l'article 1^{er}, qui sera devenue sans objet, poursuivre les tiers pour voir prononcer à son égard la nullité de l'acte et le voir condamner à des restitutions et à des dommages-intérêts.

Si, au contraire, il ne résulte pas de l'instance suivie contre la femme que le tiers ait participé à sa fraude,

toute action intentée contre lui par le mari serait irrecevable et l'acte, nul à l'égard du mari, resterait valable à l'égard du tiers. La femme seule en supporterait les conséquences sur ses biens réservés.

Il est aisé maintenant de dégager les conséquences pratiques de ce système, qui apporte une dérogation si importante à l'article 225 du Code civil.

Le tiers contractant n'aura pas, contrairement à la jurisprudence ancienne (1), à s'assurer de la capacité de la femme avec laquelle il devra traiter et ne subira pas les conséquences de sa fraude. Il suffira qu'il exige les justifications prévues par la loi et qu'il apporte à leur examen un soin attentif, tel que, s'il est trompé, aucune négligence ne puisse lui être reprochée (2). A ces conditions ordinaires et qu'on est en droit d'attendre de tout contractant de bonne foi, il n'a pas à craindre l'annulation de l'acte qui sera intervenu (3).

(1) Voir Civ. C., 6 avril 1898 : D.P., 98-1-303 ; — Paris, 14 nov. 1887 : D.P., 88-2-225.

(2) S'il s'agit de l'achat d'un immeuble, l'acheteur devra s'assurer que cet immeuble a bien été acquis par la femme. S'il s'agit de créances ou titres nominatifs, le cessionnaire devra s'assurer que les titres sont au nom de la femme.

(3) A noter que déjà, avant la loi de 1907, lorsque la femme avait employé des manœuvres frauduleuses pour induire les tiers en erreur sur son état, elle n'était pas recevable à invoquer la nullité résultant du défaut d'autorisation, Req., 28 mars 1888 ; D.P., 88-1-461 ; — Paris, 27 avril 1891 : D.P., 92-2-135.

Le mari, au contraire, devra avoir à redouter l'insolvabilité de sa femme. Si les biens réservés ou ses biens propres sont insuffisants à le garantir, il ne pourra répéter contre le tiers de bonne foi le bien indûment transmis.

A cet égard, sa situation est moins bonne qu'avant la loi de 1907. Il pouvait, en effet, faire prononcer la nullité de l'acte consenti par sa femme sans autorisation. Il le pourra toujours, mais une restriction a été introduite. Il s'agira désormais de savoir si la femme mariée a agi avec ou sans les formes prescrites par la loi du 13 juillet 1907. Si ces formes ont été observées, l'action du mari sera soumise à certaines entraves qu'elle ne connaissait pas auparavant, et qui résultent précisément de la présomption établie par le législateur en faveur des tiers.

Quelles que soient d'ailleurs les critiques qu'elle puisse soulever, cette présomption est absolument nécessaire. L'intérêt des tiers n'est pas moins respectable, en effet, que celui du mari qui, après tout, a pour premier devoir de surveiller les agissements de sa femme.

M. Thaller s'exprime sur ce sujet avec une grande force : « S'il est un principe certain, dominant toute la loi, dit-il, c'est bien celui-ci : Par cela seul qu'une femme mariée, exerçant une profession distincte et rétribuée, détient des valeurs mobilières ou immobilières,

« lières, il y a présomption que ces valeurs proviennent
« de cette profession et que la femme en peut disposer
« en toute liberté. Cette présomption est vraie au regard
« de tous les tiers, de la collaboration desquels la
« femme a besoin pour sa gestion. Elle couvre, en tout
« état de cause, ces tiers, alors même que la femme, en
« fait, aurait détourné des mains du mari des res-
« sources qui ne devraient être administrées que par
« lui.

« Ce dont la femme doit justifier, c'est non pas l'ori-
« gine des biens qu'elle présente à la vente ou qu'elle
« offre de consacrer à l'achat, car de cette justification
« la loi la dispense absolument ; c'est l'exercice actuel,
« contemporain de l'opération qu'elle veut traiter en
« Bourse ou ailleurs, d'une profession distincte de celle
« de son mari. Et cette preuve, elle la fera ressortir d'un
« simple acte de notoriété, à moins que le tiers se con-
« tente d'un autre moyen laissé à sa discrétion. Du
« moment que la femme a établi ainsi l'exercice par
« elle d'une profession distincte, elle est quitte de toute
« autre démonstration, et les tiers échappent à toute
« responsabilité en fournissant dans ces conditions
« leur concours à la femme, la valeur traitée eût elle
« une autre provenance que le travail de cette der-
« nière (1). »

(1) *Annales de droit commercial*, 1909, p. 517.

La résistance opposée dans la pratique à l'application par les tiers de la loi du 13 juillet 1907 n'est donc pas fondée en droit. On ne saurait se lasser de le redire, dans l'espoir de faciliter pour la femme mariée l'exercice de ses droits, dans ses relations avec les tiers.

CHAPITRE II

RELATIONS DE LA FEMME MARIÉE AVEC LES TIERS

Les développements qui précèdent nous ont conduit à examiner les relations de la femme avec les tiers. Capacité d'un côté, irresponsabilité de l'autre, tels sont les deux facteurs essentiels qui vont permettre à la femme d'entretenir avec les tiers des relations juridiques constantes, éminemment favorables au bien-être du ménage.

Tous les actes, nous l'avons vu, sont permis à la femme sur les biens réservés, sauf les actes de disposition à titre gratuit. Pour les accomplir la femme n'aura qu'à produire un acte de notoriété, ou tout autre moyen mentionné dans la convention. La loi ne limite pas ces moyens ; elle leur demande seulement d'être sérieux et probants. La justification peut, par exemple, être faite par la production d'une patente de la femme commerçante ; d'une lettre de service pour la femme fonctionnaire ; ou par le certificat donné par le patron qui emploie la femme avec légalisation de la signature.

La femme mariée peut-elle se dispenser de produire

ces justifications ? Nous ne le pensons pas. Le tiers qui contracterait avec elle dans ces conditions ne profiterait pas, selon nous, de la présomption résultant de l'article 1^{er}. L'article 225 reprendrait alors son empire, et l'acte irrégulièrement consenti serait nul, d'une nullité d'ordre public.

Cette nullité serait-elle susceptible d'être invoquée par la femme elle-même ? Nous le pensons. En effet, si la femme est en faute en ne produisant pas les justifications prescrites, le tiers est en faute également pour ne les avoir pas exigées. Ce n'est plus en sa qualité de femme ayant des biens réservés qu'elle serait censée avoir agi, mais simplement comme femme mariée, ne pouvant, sauf exception, s'engager qu'avec l'autorisation du mari.

Cette solution est cependant repoussée par certains auteurs. L'exigence de la production de l'acte de notoriété, disent-ils, n'est qu'un moyen que la loi donne au tiers pour se mettre à l'abri des contestations que la femme pourrait plus tard soulever. Il ne s'ensuit nullement que la femme qui exerce réellement une profession distincte puisse se prévaloir de ce que cet acte n'a pas été produit, pour essayer d'échapper aux conséquences des engagements qu'elle a pris avec ce tiers (1).

Malgré l'autorité de cette opinion, nous hésitons à y

(1) Mesnard, *Loi du 13 juillet 1907. Lois nouvelles*, 1911, p. 333.

souscrire. Pour nous, en effet, les prescriptions de la loi du 13 juillet 1907 sont d'ordre public et s'imposent impérativement aux parties. Nous pensons, d'autre part, que la production de l'acte de notoriété est nécessaire à la femme elle-même, pour manifester son intention de bénéficier de la loi de 1907 et marquer qu'elle entend agir comme titulaire de droits spéciaux sur ses biens réservés.

Notre solution peut, d'ailleurs, se dégager d'un arrêt de la Cour de Douai, du 9 août 1909, confirmant un jugement commercial de Béthune, et dont voici les motifs : « Attendu que la dame Martin, qui vivait « depuis plusieurs années séparée de son mari et qui « exerçait à Lens une industrie, s'est présentée au « représentant Imbert à Lens, au cours de l'année 1908, « pour faire des opérations de bourse, en se donnant « comme séparée de corps et de biens d'avec son mari ; « attendu que la dame Martin était alors seulement en « instance de séparation de corps, et que le jugement « prononçant la séparation entre les deux époux est « intervenu postérieurement aux opérations faites par « elle et à l'introduction de l'instance ; attendu que ces « opérations s'étant terminées par des pertes, la dame « Martin a, avec l'autorisation de son mari, demandé à « Imbert la restitution d'une somme de 3.606 fr. 45 « qu'elle lui avait versée, en plusieurs fois, à titre de « paiement, et, en outre, les divers titres qu'elle avait

« achetés par son intermédiaire et qu'elle lui avait
« remis ensuite en paiement anticipé d'opérations enga-
« gées par elle, ces sommes et titres lui appartenant
« personnellement ; attendu qu'aux termes de la loi du
« 13 juillet 1907, la femme mariée a, sur les produits
« de son travail personnel et les économies en prove-
« nant, un très large pouvoir d'administration, et peut
« aliéner à titre onéreux les biens acquis de ses écono-
« mies ; attendu que, si celui qui contracte avec une
« femme mariée peut, pour se mettre à l'abri de tout
« recours, exiger d'elle la justification, par un acte de
« notoriété ou tout autre moyen, qu'elle exerce une
« profession distincte de celle de son mari, il peut
« aussi, sous sa responsabilité, la dispenser de cette
« justification, quand il est constant et ne peut être
« contesté que la femme exerce une industrie sépa-
« rée ; attendu qu'il est certain et incontesté que la
« dame Martin exerçait seule, à Lens, depuis plusieurs
« années, une industrie complètement séparée de celle
« de son mari, qu'il est également certain que les
« sommes qu'elle a payées à Imbert ou qu'elle lui a
« versées pour acheter les titres par elle aujourd'hui
« réclamés provenaient de ses gains personnels et de
« ses économies ; qu'elle pouvait donc disposer à titre
« onéreux de ces sommes ou de ces titres ; attendu,
« d'ailleurs, qu'Imbert n'a pu exiger d'elle la justifica-
« tion, par un acte de notoriété ou tout autre moyen,

« qu'elle exerçait personnellement une profession distincte de celle de son mari, par suite de l'affirmation mensongère de la dame Martin qu'elle était séparée de corps et de biens, ainsi, d'ailleurs, que, par sa manière de vivre et l'ensemble de ses actes, elle était depuis longtemps considérée par le public ; qu'elle est, dans ces conditions, non recevable à exciper du défaut d'une formalité dont l'inaccomplissement provient de son fait personnel :

« Par ces motifs, confirme (1). »

La doctrine de cet arrêt paraît irréprochable. La Cour constate que le tiers qui néglige d'exiger de la femme mariée la justification qu'elle exerce une profession distincte, engage sa responsabilité personnelle. Elle reconnaît donc la sanction de l'inobservation des formalités légales. Toutefois, elle évite au défendeur l'application de l'article 225 du Code civil, en s'appuyant sur des raisons qui paraissent inspirées plutôt par l'équité que par le droit. Elle s'appuie sur l'indignité de la femme qui a empêché par sa fraude le tiers de remplir les formalités prescrites et, d'autre part, sur le caractère notoire de la profession qu'elle exerçait séparément et qui avait causé l'erreur invincible dans laquelle le tiers était tombé.

Il ne semblait pas nécessaire de faire intervenir ici la

(1) *Rec. Douai*, 1910, p. 122.

loi du 13 juillet 1907, la jurisprudence ayant déjà décidé depuis longtemps que la femme qui avait usé de manœuvres frauduleuses pour tromper un tiers sur sa capacité était irrecevable à invoquer la nullité de l'acte intervenu (1).

On pourrait donc décider *a contrario* qu'en dehors de toute fraude spéciale le tiers assez imprudent pour traiter avec la femme sans exiger aucune justification, serait exposé à l'action basée sur l'article 225. C'est précisément notre opinion.

(1) Cassation. Req., 28 mars 1888 : D. P., 88-1-361 ; — Paris, 27 avril 1891 : D. P., 92-2-135.

CHAPITRE III

OBLIGATIONS DE LA FEMME A L'ÉGARD DES TIERS

Nous venons de voir dans quelles conditions la femme peut s'obliger valablement à l'égard des tiers.

Mais il reste à examiner les conséquences des actes qu'elle viendrait à passer avec les tiers.

La femme ne peut se soustraire au principe général de l'article 2093 du Code civil, en vertu duquel les biens du débiteur sont le gage commun de ses créanciers.

L'article 3 de la loi du 13 juillet 1907 en fait l'application, en disposant que les biens réservés à l'administration de la femme pourraient être saisis par ses créanciers.

La gravité de cette situation mérite qu'on s'y arrête. Le législateur n'a pas craint, en étendant les pouvoirs de la femme, de l'exposer aux risques d'une mauvaise gestion. La femme qui administrera mal son patrimoine réservé pourra se le voir ôter par ses créanciers.

Mais dans quel cas les biens réservés répondront-ils des dettes de la femme ? Ils en répondront certainement

lorsque la femme se sera obligée dans l'intérêt du ménage.

En effet, la principale destination des biens réservés est précisément de subvenir aux charges du ménage. Peu importe, par conséquent, la nature de l'acte accompli par la femme : aliénation, prêt, emprunt, etc... Il suffira, pour que la femme soit tenue sur ses biens réservés, qu'elle ait contracté en vue de l'utilité du mariage.

Mais que faudra-t-il décider, lorsque la femme, tout en se conformant aux prescriptions de la loi, aura fait un acte qui ne profite qu'à elle ? Parce que, par exemple, elle aura fait exécuter des travaux pour embellir son immeuble ou pour le mettre en valeur (1) ?

Il en sera de même, selon nous, et ses biens réservés seront saisissables comme dans le cas précédent. En effet, la formule de l'article 3 est absolument générale, et c'est au regard du mari seulement que la distinction est intéressante.

Cette solution est d'ailleurs absolument équitable. Il ne serait pas juste que la femme, qui doit être naturellement portée à accroître ses biens réservés, pût espérer conserver le bénéfice des actes qu'elle passerait avec

(1) M. Violette ne considère pas comme contractées dans l'intérêt du ménage les obligations de la femme pour l'administration de ses biens réservés. (Voir son rapport, *loc. cit.*, p. 7.)

les tiers, en en rejetant la charge sur le mari ou la communauté.

Quant aux voies d'exécution, elles ne présenteront à l'égard des biens réservés aucune difficulté spéciale. Seulement des difficultés pourront naître au sujet de la composition du patrimoine réservé. C'est alors qu'il sera permis à la femme d'établir par toutes preuves de droit la consistance et la provenance des biens réservés, conformément à l'article 4. Les créanciers de la femme auront le même droit vis-à-vis du mari.

Cette destination particulière du patrimoine réservé s'oppose même à ce qu'il supporte le fardeau des dettes contractées par la femme ou le mari, antérieurement à la célébration du mariage.

Pour le mari, cette solution ne fait pas de difficulté ; mais, en ce qui concerne la femme, l'opinion contraire a été très sérieusement soutenue (1).

On s'appuie notamment sur l'article 1409 du Code civil, en vertu duquel des dettes antérieures au mariage tombent en communauté, et, comme les biens réservés font partie de ce patrimoine, on décide qu'ils peuvent certainement être saisis de ce chef.

On conclut même de la réforme opérée par la loi de 1907, que cette loi dispense les créanciers de la femme de prouver que leur créance avait une date certaine

(1) Pichon, *Revue critique*, 1908, p. 225.

avant le mariage, conformément à l'article 1410 du Code civil. La disposition de cet article a, dit-on, pour but de prouver, à l'égard du mari, l'antériorité de la dette, parce que ni la communauté, ni le mari ne sont tenus d'une dette contractée sans autorisation par la femme, depuis le mariage. Or, aujourd'hui, la femme peut, sans autorisation, engager ses biens réservés ; donc, la question de savoir si la dette est antérieure au mariage n'a plus d'intérêt.

Cette opinion nous paraît cependant difficilement compatible avec l'esprit de la loi du 13 juillet 1907.

En effet, il ressort de l'analyse de la loi elle-même que le patrimoine réservé est essentiellement le gage des dettes contractées dans l'intérêt du ménage. Or, les dettes antérieures de la femme, non plus que celles du mari, ne peuvent prétendre à ce titre. On exclut sans difficulté les dettes antérieures du mari. Pourquoi n'en est-il pas de même pour la femme ?

Pourquoi, d'autre part, admettre d'emblée une dérogation aussi importante à l'article 1410 ? La femme, dit-on, peut, d'après la nouvelle loi, s'engager valablement sans autorisation sur ses biens réservés. Mais cette formule n'a de sens que durant le mariage. Or, nous nous plaçons par hypothèse au temps où la femme n'était pas encore mariée.

De ce que la femme non encore mariée a pu s'engager plus valablement encore, s'il est possible, il ne s'en

suit pas que ses dettes aient été contractées dans l'intérêt du ménage. Il est même certain qu'elles ne l'étaient pas puisque le ménage n'existait pas encore.

On tire argument, il est vrai, de ce que, depuis la loi du 13 juillet 1907, la femme peut s'engager valablement, même autrement que dans l'intérêt du ménage. On oublie que, pour ce résultat, il est indispensable que la femme agisse en conformité de l'article 1^{er}, c'est-à-dire en produisant les justifications nécessaires. Or, n'étant pas mariée, elle n'a pu se conformer à une loi qui n'était pas faite pour elle.

On se base enfin sur la généralité de la formule du texte. La loi, dit-on, ne fait aucune réserve.

La loi avait-elle besoin d'en faire une ? Ne résulte-t-il pas de l'ensemble de ces dispositions que le patrimoine réservé n'est pas constitué pour la femme, mais pour le mariage ? Le silence du texte ne dispense pas de l'interpréter. Il est d'ailleurs à observer que dans la proposition de M. Gourju, l'article 5 stipulait que les biens réservés répondaient également des dettes de la femme antérieures au mariage. Et cependant, cet article n'est pas passé dans la loi.

Il est donc, d'après nous, tout au moins douteux, que les biens réservés de la femme puissent répondre de ses dettes antérieures.

Si ce résultat paraît contraire à l'article 2093 du Code civil, nous répondrons que les dispositions de la loi du

13 juillet 1907 le rendent nécessaire. Il faut partir en effet de cette hypothèse que la femme, en se mariant, ne possédait rien. Car, si elle possédait quelque chose, cet apport est tombé dans la communauté, aux termes de l'article 1409, et se trouve être dès lors le gage de ses créanciers. Ceux-ci ne sauraient donc se plaindre de la situation qui leur est faite.

Mais, si la femme vient à acquérir des biens, grâce à ses économies, au cours du mariage, ses créanciers seront-ils désarmés ? Nullement, car la loi du 13 juillet 1907 n'a pas pour effet de mettre obstacle à l'application des articles 1409 et 1410 du Code civil. Seulement, la communauté ne sera plus tenue tout entière pour les dettes de la femme. Une certaine partie sera mise à part pour les besoins du ménage et ce sera précisément le patrimoine réservé de la femme.

Les créanciers de la femme ne verront donc pas leur situation devenir plus mauvaise par l'effet du mariage. Leur gage sera augmenté de toute la valeur de la communauté, si la femme y a laissé tomber ses apports. Et, si la femme vient à passer du dénûment à une aisance relative, la communauté répondra pour elle et pour ses biens réservés.

CHAPITRE IV

OBLIGATIONS DU MARI VIS-A-VIS DES TIERS

Les biens réservés ne sont pas susceptibles de répondre seulement des dettes de la femme ; ils peuvent être aussi le gage des créanciers du mari.

« Ils pourront être également saisis, dit l'article 3, « par les créanciers du mari qui ont contracté avec lui « dans l'intérêt du ménage, alors que, d'après le « régime adopté, ils auraient dû, antérieurement à la « présente loi, se trouver entre les mains du mari.

« La preuve que la dette a été contractée par le « mari dans l'intérêt du ménage incombe au créan-
« cier ».

Cette disposition découle aussi du même principe, à savoir que les biens réservés sont la garantie du ménage. Peu importe si c'est la femme ou le mari qui s'est engagé, du moment que le contrat a eu pour objet le bien du ménage.

Le législateur n'a pas cru devoir préciser le sens de ces mots : « intérêt du ménage ». Il faut l'entendre, selon nous, dans le sens de « charges du mariage »,

lesquelles comprennent essentiellement les aliments des époux et l'éducation et entretien des enfants (1).

On doit l'entendre, en tout cas, dans le sens le plus général. Mais il ne faut pas perdre de vue le but économique et social de la loi nouvelle. Certaines dépenses, l'achat, par exemple, d'un meuble artistique et d'un prix élevé, pourront difficilement légitimer la réclamation des créanciers du mari, lorsqu'ils voudront poursuivre leur paiement sur les biens réservés à l'administration de la femme. D'autres seront de nature à faire repousser sans hésitation les mesures d'exécution qui seraient prises sur les biens réservés. « Pas de doute qu'avec la « nouvelle loi les tribunaux n'admettraient pas comme « pouvant avoir recours contre les biens réservés de la « femme les créanciers à raison de dépenses de cercle « ou de cabaret (2). »

Mais, quoiqu'il en soit des distinctions que la pratique pourra faire valoir à ce sujet (3), il est certain que le législateur, par cette disposition, a favorisé sensiblement le mari. Il se trouve, en effet, que celui-ci est muni, contrairement au vœu de la loi, d'un pouvoir indirect sur les biens réservés. Exclu de l'administration de ces biens, il peut cependant, chose plus grave, les engager

(1) Code civil, art. 1409, 1530, 1537, 1540, 1575.

(2) Rapport Viollette, *loc. cit.*, p. 7.

(3) Voir Menard, *Lois nouvelles*, 1911, p. 327 et 328.

en faveur de ses créanciers, pourvu qu'il ait contracté dans l'intérêt du mariage.

On a dit que c'était là une compensation au mandat tacite donné par le mari à la femme. A notre sens, ce n'est qu'une conséquence inévitable de l'existence même du ménage. Le législateur ne pouvait réduire sans limite le crédit du mari. Si les biens réservés eussent été complètement insaisissables pour les créanciers du mari, celui-ci n'eût pas tardé à se voir abandonné de tous. Il est nécessaire, pour assurer la subsistance du ménage, que les créanciers éventuels du mari aient la faculté de saisir au besoin les biens réservés.

Néanmoins, cette dérogation au principe fondamental de la loi, permise en raison des nécessités impérieuses de la pratique, peut devenir la source d'un certain nombre d'abus, surtout si le mari s'entendait avec les tiers pour dissimuler la véritable nature de leurs créances. Aussi comprend-on que certaines lois étrangères aient disposé que les dettes du mari ne grèveraient les biens réservés, qu'autant qu'elles auraient été contractées avec le consentement de la femme (1).

Il convient, par contre, de faire observer que les biens réservés ne sont pas le gage unique des créanciers de la femme. Lorsque la femme a contracté dans l'intérêt du ménage, elle oblige non seulement ses propres et le pé-

(1) Lois norvégienne et danoise. — Bertrand de Lesseps, *Les Droits de la femme mariée sur ses gains et salaires*, p. 139.

cule réservé, mais aussi les biens de la communauté et même les biens personnels du mari. Il en est ainsi, même si aucune autorisation de justice ni maritale n'est intervenue, la femme ayant agi, pour les besoins du ménage, avec le mandat tacite du mari.

Sera-t-il dû récompensé dans le cas où la femme aura payé sur ses biens réservés une dette de cette nature contractée par le mari ? Il semble qu'on doive refuser ce droit à la femme, en raison de la destination spéciale du patrimoine réservé.

Mais il faut qu'il s'agisse vraiment d'une dette contractée dans l'intérêt du ménage et non dans l'intérêt personnel du mari. Si celui-ci, avec l'assentiment de la femme, puisait dans les biens réservés pour éteindre des dettes qui n'auraient aucun rapport avec l'intérêt du ménage, il serait tenu d'indemniser sa femme. L'engagement de celle-ci, en tout cas, soit vis-à-vis du mari, soit vis-à-vis de ses créanciers, serait nul et destitué de tout effet. On ne peut, sans violer la loi, soustraire à leur affectation spéciale les biens réservés, et la femme ne doit pas, en s'obligeant pour le mari ou en cautionnant même le mari, compromettre le pécule dont elle a la charge (1).

Des observations qui précèdent, il résulte que le législateur a eu le plus grand soin d'éviter de diminuer le crédit du ménage auprès des tiers. Pour assurer les

(1) Rapport Viollette, *loc. cit.*, p. 7, 8 et suiv.

ressources quotidiennes de la famille, il faut, en effet, que les divers commerçants qui fournissent les choses les plus indispensables à la vie, puissent avoir la certitude que tous les biens des époux sont susceptibles de garantir leurs créances.

Il eût été très dangereux, en effet, de jeter le trouble dans leur esprit en leur faisant craindre, si c'est la femme qui contracte, que le mari se refuse à payer, ou, si c'est le mari, que la femme s'oppose à l'exécution sur ses biens réservés.

Tel est le principe de sagesse qui a conduit le législateur.

Cela ne l'a pas empêché de prendre des précautions contre les abus. Mais les tiers, qui ont affaire aux ménages nécessaires, ne seront pas dans le cas, le plus souvent, d'avoir à distinguer si la nature de leurs créances leur donne pouvoir d'exécution, soit sur les biens réservés de la femme, soit sur ceux de la communauté ou du mari. Sauf les dettes de cabaret, toutes les dettes du ménage rentreront, sans conteste, dans la catégorie prévue par la loi.

Ce sera seulement pour les ménages aisés que se pose la question de l'application du dernier paragraphe de l'article 3, dont le texte est ainsi conçu : « Le mari
« n'est responsable ni sur les biens ordinaires de la
« communauté, ni sur les siens, des dettes et obliga-
« tions contractées autrement que dans l'intérêt du

« ménage par la femme, même lorsqu'elle a agi dans
« la limite des droits que lui confère l'article 1^{er}, mais
« sans autorisation maritale. »

Ce paragraphe fait pendant, si l'on peut dire, au paragraphe précédent, qui, soustrait implicitement les biens réservés de la femme à l'action des créanciers du mari, quand celui-ci n'a pas contracté dans l'intérêt du ménage.

A pareille faute, pareil traitement. Les abus du mari ne permettront pas de saisir les biens réservés, et les abus de la femme ne seront pas supportés par les biens de la communauté ou du mari. .

L'équité ne saurait se plaindre de cette solution. Elle apparaît même comme un encouragement très précieux à la simplicité pour la femme, à la sobriété pour le mari.

Mais cette règle ne va-t-elle pas jeter un certain trouble dans les relations des époux avec les tiers ?

Car nous ne nous plaçons pas dans l'hypothèse où la femme, par exemple, vend un bien réservé. Il suffira au tiers de se munir des justifications prévues par l'article 1^{er} pour être à l'abri de toute recherche.

Mais nous supposons qu'elle achète à crédit un objet d'art, une valeur d'un prix élevé, ou qu'elle emprunte ou cautionne un tiers débiteur. Quelle sera la situation de celui qui traitera avec elle ? N'aura-t-il pas certaines précautions à prendre ?

Il pourra évidemment exiger, en ce cas, l'autorisation

maritale. Si elle intervient, il aura deux débiteurs au lieu d'un, et ses sûretés seront meilleures. Mais il pourra aussi traiter avec la femme à ses risques et périls. Dans ce dernier cas, il aura à prendre ses renseignements sur la solvabilité de la femme et sur l'importance de son patrimoine réservé. Sa conduite sera celle qui s'impose à toute personne qui contracte avec un inconnu.

Sur ce point, la loi du 13 juillet 1907 ne modifie donc pas sensiblement la situation antérieure. Elle permet seulement à la femme dont la solvabilité est connue, de traiter plus facilement avec les tiers puisqu'en cette hypothèse l'autorisation maritale sera une garantie inutile.

Mais les tiers auront-ils à prouver que la dette a été contractée dans l'intérêt du ménage, lorsqu'ils voudront recourir sur les biens de la communauté ou du mari ? Pour établir qu'il appartient non aux créanciers de la femme de prouver que la dette a été contractée dans l'intérêt du ménage, mais au mari de prouver, contre ses créanciers, que la dette n'a pas eu cet objet, on invoque l'esprit de la loi de 1907 qui est de présumer les dettes contractées sur les biens réservés comme consenties pour le ménage et le silence de l'article 4, qui, après avoir expressément mis cette preuve à la charge des créanciers du mari dans le paragraphe 3, ne con-

tient aucune disposition semblable en ce qui concerne les créanciers de la femme (1).

Il nous semble, au contraire, que c'est aux créanciers de la femme voulant agir contre le mari qu'il incombe d'administrer la preuve. Le silence de la loi autorise, en effet, à raisonner par analogie. Or le fardeau de la preuve est à la charge des créanciers du mari agissant contre la femme. Pourquoi n'en serait-il pas de même ici ? D'autre part, le paragraphe 4 de l'article 3 paraît poser comme un principe général la règle que le mari n'est pas tenu des engagements pris par sa femme. Enfin, le droit commun impose à celui qui se prétend créancier d'un tiers, avec lequel il n'a pas contracté, l'obligation, non seulement de prouver sa créance, mais d'établir toutes les conditions dans lesquelles elle est née (2).

Cette solution semble aussi préférable en pratique. En effet, le tiers qui aura traité avec la femme s'adressera d'abord à celle-ci pour obtenir paiement. Elle ne pourra opposer à son créancier l'exception tirée de la nature de sa dette, puisqu'en tout état de cause elle sera tenue sur ses biens réservés. Elle paiera donc, et, si ses biens sont insuffisants, le créancier subira la peine de son imprévoyance. En effet, en traitant avec elle, il n'a pas dû

(1) Pichon, *Rev. Crit.*, 1908, p. 223-224 ; — Lalou, *op. cit.*, n° 69.

(2) Le Courtois et Surville, *op. cit.*, p. 35-36, note 2.

songer au mari. S'il persiste cependant et veut recourir contre le mari en prétendant que la femme a contracté dans l'intérêt du ménage, c'est à lui évidemment à en faire la preuve, car ce n'est pas, par hypothèse, la foi du mari qu'il a suivie, mais celle de la femme.

Le tiers contractant courra, à notre avis, un autre risque, celui de voir réduire sa créance, au cas où la femme, en s'obligeant, aurait dépassé les ressources du ménage.

CHAPITRE V

ABUS POSSIBLES DE LA LOI VIS-A-VIS DES TIERS OU VIS-A-VIS DES ÉPOUX

Nous n'avons envisagé jusqu'ici que la situation normale des époux vis-à-vis des tiers. Nous avons supposé la bonne foi de toutes les parties en cause. Mais on nous reprocherait, semble-t-il, avec raison, de ne pas prévoir le cas où soit les époux, soit l'un d'eux, soit enfin les tiers useraient de procédés déloyaux en utilisant les dispositions de la loi.

Le Code civil (art. 1504) prescrit qu'en cas d'exclusion du mobilier de la communauté, inventaire doit être fait du mobilier qui échoit à chacun des époux pendant le mariage. Si le défaut d'inventaire porte sur un mobilier échu à la femme, celle-ci ou ses héritiers sont admis à faire preuve, soit par titres, soit par témoins, soit même par commune renommée, de la valeur de ce mobilier.

Cet article s'applique, d'après la jurisprudence, lorsque les époux ne sont pas en conflit avec leurs créanciers et que la question de preuve s'élève dans

leurs rapports entre eux, pour le règlement de leurs reprises.

Mais s'agit-il pour les époux de reprendre leur mobilier propre à l'encontre des créanciers de la communauté. Alors c'est l'article 1499 qui s'applique. Cet article est beaucoup plus rigoureux, puisqu'il décide que le mobilier de chacun des époux est réputé acquêt, s'il n'a pas été constaté par inventaire ou état en bonne forme.

La loi du 13 juillet 1907 n'a pas été si sévère pour la femme mariée. Ainsi que nous l'avons vu, la femme peut faire la preuve de la composition du patrimoine réservé par tous les moyens, sauf pourtant par la commune renommée, et cela même à l'égard de ses créanciers ou des créanciers du mari.

Cette dérogation à la présomption établie par l'article 1499 présente un grand danger pour les tiers, et notamment pour les créanciers de la communauté. Il est à craindre, en effet, que, lorsque ceux-ci se présenteront pour saisir les biens communs, le mari attribue, avec la complicité de la femme, la qualité de biens réservés à des meubles qui en réalité seront communs.

La loi a prévu cette fraude. Elle sera inefficace, si la créance dont le poursuivant se prévaut a été consentie par le mari pour les besoins du ménage. En ce cas, en effet, les biens réservés eux-mêmes servent de gage au créancier, la femme ayant bénéficié, comme le mari, des avantages de l'acte intervenu.

Mais, si la créance est personnelle au mari, la vigilance du législateur n'est pas non plus en défaut. Les créanciers du mari auront, en effet, vis-à-vis de la femme, les mêmes droits que le mari lui-même. Ce sera donc à la femme d'établir, conformément à l'article 4, à l'encontre des créanciers du mari, lesquels n'auront rien à prouver, la consistance et la provenance des biens réservés.

Les créanciers de la femme auront à redouter un péril du même genre. Pour échapper à leur poursuite, la femme pourra tenter de réduire frauduleusement l'importance du patrimoine réservé. Le mobilier qui aura pu provenir, au cours du mariage, des produits de son travail, prendra, pour la circonstance, le caractère de meubles de communauté.

Mais cette fois encore, le législateur fait échec à ces combinaisons. Si la femme a contracté dans l'intérêt du ménage, peu importe la qualité du bien qui aura été saisi. La mesure d'exécution devra suivre son cours tant sur la communauté que sur le patrimoine réservé. Si, au contraire, la créance de la femme a été consentie dans les formes légales, mais n'a point pour objet l'intérêt du ménage, il appartiendra aux créanciers de la femme d'établir, à l'encontre du mari, la consistance et la provenance des biens réservés, ce qu'ils pourront faire par tous les moyens.

On ne saurait d'ailleurs exiger d'eux la preuve par

écrit, qui n'est indispensable qu'en matière de contrats, du moins au-dessus de 150 francs.

Tels sont les dangers que peuvent faire courir aux tiers les dispositions de la loi de 1907. Il suffit, semble-t-il, qu'ils en soient avertis, pour y échapper le plus souvent. Au reste, ces risques sont communs à tous les créanciers, et l'insolvabilité du débiteur, réelle ou simulée, n'est pas plus à craindre après qu'avant la loi de 1907.

En revanche, les époux seront exposés à des périls non moins graves. Le mari, en effet, pourra se voir poursuivi sur ses propres biens ou sur ceux de la communauté, pour le paiement de créances dont la femme aura altéré le chiffre ou la nature, de complicité avec les tiers. Heureusement, le mari pourra invoquer le dernier paragraphe de l'article 3, et se refuser à l'exécution, sur les biens ordinaires de la communauté ou sur les siens, des créances consenties par la femme. Ce sera aux tiers, en cas de contestation, qu'il appartiendra d'établir que les créances ont été consenties dans l'intérêt du ménage.

Le même péril existait d'ailleurs auparavant, nonobstant les dispositions de l'article 225. Par l'effet du mandat présumé de la femme, le mari se voyait souvent accablé des dettes non autorisées de sa femme et contraint d'avertir les tiers, par la voie de la publicité, qu'il ne répondait plus des dettes de son épouse.

Quant à la femme, elle n'est pas non plus à l'abri des manœuvres dolosives de son mari. Celui-ci pourra tenter, s'il est insolvable, de se créer un crédit fictif aux dépens de son épouse. Il fera supporter par les biens réservés le passif réel ou simulé dont il sera lui-même grevé. Mais là encore le législateur a apporté un remède. La femme ne sera tenue sur son patrimoine réservé qu'autant que les créanciers du mari justifieront non seulement de la sincérité de leurs titres, mais aussi du caractère de leurs créances, au point de vue des intérêts du ménage.

On voit donc que le législateur a réduit, plutôt qu'augmenté, les risques inhérents aux relations contractuelles des époux avec les tiers.

La conclusion qui se dégage de cette étude relative aux rapports des époux avec les tiers, c'est que la loi du 13 juillet 1907 contient une solution des plus heureuses aux difficultés que soulève la pratique.

Le temps n'est plus où la femme restait confinée dans la maison. Toutes les professions — ou presque toutes — lui sont maintenant accessibles. Il semble que les travaux domestiques n'apparaissent plus aux femmes que comme une forme inférieure de leur activité, un passe-temps pour la femme riche, une occupation servile pour la femme pauvre. Tout ce qu'il y a chez elle d'intelligence, d'ardeur et d'ambition, est orienté vers les métiers réservés jusqu'ici aux hommes seuls. Elle veu-

lent connaître enfin les lourdes responsabilités que le commerce, l'industrie, les professions libérales faisaient peser jusqu'à présent sur les épaules du mari. Nul ne saura ce qu'il peut entrer d'ambition-ou d'esprit de sacrifice dans ce mouvement qui emporte la jeune fille ou la femme mariée au milieu des luttes les plus vives de la société. Mais à des besoins nouveaux, dont la réalité est incontestable, il fallait un régime matrimonial plus souple que celui de notre Code civil. Surtout, il était nécessaire de faciliter les rapports juridiques de la femme avec les tiers. A mesure que grandissait son rôle social, l'épouse devait acquérir plus de crédit et plus d'indépendance. Mais, d'autre part, la famille a besoin, pour prospérer, d'unité et d'harmonie. L'enfant surtout demande autour de lui de la paix et de la joie. Il fallait donc maintenir à côté de l'autorité du père celle du mari. La communauté devait rester la règle primordiale du régime des biens entre époux. Le législateur a dû ne sacrifier aucun de ces grands intérêts. Dans le milieu social où elle est appelée à vivre, la famille a pris plus d'aisance et de liberté, mais dans l'œuvre du législateur de 1907 on reconnaît le plan tracé par le Code civil.

CONCLUSION

On nous permettra, avant de conclure, de jeter un coup d'œil en arrière et de résumer en quelques lignes les observations que nous avons été amené à faire au cours de notre travail.

Nous nous étions proposé surtout de rapprocher l'œuvre du législateur de 1907 des besoins de la vie réelle. Pour atteindre complètement cet objet, une longue enquête aurait à peine suffi. Faute de pouvoir même songer à l'entreprendre, il a fallu nous contenter des résultats encore peu concluants de la jurisprudence et puiser surtout la matière de nos réflexions dans les nombreux travaux que la loi du 13 juillet 1907 a inspirés.

Mais l'abondance de l'œuvre doctrinale, surtout comparée à l'indigence relative des documents offerts par la jurisprudence, nous incitait à nous perdre dans le dédale des difficultés de détail que soulève l'étude de la loi.

Nous nous sommes donc efforcé de rassembler en

quelques chapitres les idées essentielles qui nous ont paru dominer la réforme de 1907, afin qu'elles pussent, du moins, servir de guide pour la solution des problèmes susceptibles d'être soulevés dans la pratique.

C'est, en effet, une œuvre pratique bien plus que théorique, que les auteurs de la loi ont voulu entreprendre. S'ils avaient songé à un remaniement complet de notre régime matrimonial, ils auraient fait appel à des principes nouveaux et fait précéder leur ouvrage d'une déclaration des droits de la femme dont le retentissement eût été autrement considérable (1).

Leur objet a été bien plus humble et, à notre avis, la modestie des législateurs est le plus grand témoignage qu'ils aient à produire de leur désintéressement et de l'élévation juridique de leur pensée.

Sur quel point, en effet, avons-nous trouvé leur œuvre en défaut au cours de ce travail? Nous avons vu, en étudiant la contribution des époux aux charges du ménage que les explications qui dérivent des articles 212 et suivants du Code civil, dont la violation est devenue si fréquente aujourd'hui, ont été sanctionnées de

(1) Cette réforme fondamentale est esquissée par M. Tissier dans la première partie de son rapport à la Société d'Etudes Législatives : *Des modifications à apporter aux droits et pouvoirs de la femme mariée, quant aux biens et aux produits du travail et de l'industrie* (Bulletin de la Société d'Etudes Législatives, 1901, 1902, p. 26).

la manière la plus énergique et en même temps la plus simple par la loi de 1907. Le devoir d'assistance mutuelle, qui est à la base du mariage, n'est point compromis par l'extension donnée aux pouvoirs de la femme. En effet, le patrimoine constitué pour être sujet à l'administration de l'épouse, n'a point le caractère d'une faveur faite à celui des époux que l'on présume le plus digne. C'est une masse de biens affectée essentiellement aux besoins du ménage et dont la femme elle-même ne peut disposer que dans une intention spéciale. Pourvue moins d'un droit nouveau que d'un mandat légal, elle administre et dispose, non pour elle, mais pour la famille. L'autorité maritale n'est point ébranlée. Le mari est, au contraire, armé d'un pouvoir redoutable : il a la faculté de faire retirer à la femme, en cas d'abus, le mandat qu'elle a reçu de la loi. Il peut toujours, sauf recours par la femme à l'autorisation de justice, interdire à l'épouse le choix ou l'exercice de telle profession, s'opposer aux contrats de travail qu'elle se proposerait de passer avec les tiers et qu'il jugerait contraires aux intérêts bien entendus du ménage. En revanche, si les ressources ordinaires du ménage suffisent, il peut laisser à sa femme l'administration de la totalité du patrimoine réservé dont elle deviendra le chef unique. A la tête de cette fortune, la femme pourra voir grossir ses économies et se constituera rapidement un ensemble de biens meubles et

immeubles, sur lesquels elle jouira, jusqu'à la dissolution de la communauté, de la plus large indépendance, comme si elle en était propriétaire. Et la propriété de ces biens, en effet, lui appartiendra sous tous les régimes qui ne comporteront ni communauté ni société d'acquêts.

Enfin, vis-à-vis des tiers, la femme se présentera comme pleinement capable, sous la réserve de certaines justifications qui, d'ailleurs, mettront les tiers contractants à l'abri de toute recherche, pourvu qu'ils soient de bonne foi. Le gage des créanciers du ménage, c'est-à-dire de ceux envers qui des dettes auront été contractées dans l'intérêt du ménage, s'étendra, sans distinction aucune, à l'universalité des biens des époux, réservés ou non réservés, en sorte que le crédit des familles pauvres ne sera nullement diminué par les avantages faits à la femme. Contractant pour soi, mais dans les formes légales, la femme engagera seulement ses biens réservés, sauf aux tiers à se munir des sûretés ordinaires. De même, le mari, contractant en dehors des besoins du ménage, n'engagera que ses biens propres et ceux de la communauté, à la réserve du patrimoine d'affectation. En cas de contestation, tous moyens de preuve, écrits, témoignages ou présomptions, sauf pourtant la preuve par commune renommée, seront donnés aux contestants, sans distinction entre les époux ou les tiers, en sorte que les fraudes

seront peu nombreuses ou facilement démasquées.

Ses dispositions s'appliquent à toutes les femmes mariées, sans distinction de date, mais quant aux effets sur les biens, à ceux seulement qui ont été acquis depuis la promulgation de la loi. Elles sont d'ordre public, en sorte que les époux y sont soumis sans réserve et contre leur volonté. Ils ne peuvent donc y déroger, soit par contrat de mariage, soit autrement.

- Et cette œuvre juridique si considérable aura été construite sans qu'aucun article du Code civil ait été abrogé ou modifié. La loi du 13 juillet 1907 a simplement ajouté certaines sanctions aux articles déjà existants ou limité, par voie d'exception, l'application de certains autres.

Dans son principe, la réforme du législateur de 1907, apparaît donc comme très modérée. Cependant, elle a été interprétée dans un sens opposé. Certains auteurs, moins attentifs aux modifications qu'elle apporte, qu'aux espérances qu'elle fait naître, la considèrent comme une œuvre de transition, en quelque sorte inachevée. « Ce serait, dit l'un d'eux, la plus certaine des erreurs que d'en faire le terme d'une évolution (1). » Et un autre auteur conclut que si la loi ne reçoit pas intégralement application dans la pratique, elle sera sans doute dans l'avenir la transition à des réformes plus

(1) Adolphe Pichon, *op. cit.*, *Revue critique* 1908, p. 436.

profondes, à la suppression de l'incapacité de la femme mariée, à l'adoption de la séparation de biens comme régime légal, réformes qui lui paraissent d'ailleurs moins à appréhender qu'à désirer (1).

Les raisons pour lesquelles cette opinion tend à prévaloir sont diverses. Elles peuvent se ramener à une même observation générale : c'est que la loi de 1907 n'aboutit pas aux conséquences dont elle pose les prémisses. Ainsi les dettes du mari ne grèvent pas les produits du travail de la femme : donc toute dette du mari n'est plus désormais sans réserve dette de la communauté. N'est-ce pas indiquer, par avance, une nouvelle conception de la communauté, où les biens communs formeraient un patrimoine distinct de celui des époux et cependant administré par tous les deux, en un mot un patrimoine familial ? La femme acquiert, d'autre part, grâce à cette loi, des pouvoirs qui la rendent pleinement capable, à l'égard de certains biens. Pourquoi cette capacité n'est-elle pas étendue à tous les biens de la femme mariée, quelle que soit leur origine ? Si la situation de la femme dans le ménage se rapproche sensiblement de celle du mari, pourquoi ne lui est-elle pas complètement égale ? Enfin pourquoi restreindre l'incapacité de la femme, précisément dans le cas où

(1) Henri Lalou, *op. cit.*

elle travaille loin de son foyer, alors qu'elle s'écarte de son rôle naturel. « Singulière situation, remarque à ce « sujet M. Pichon (1), que celle d'un être qui s'amoin- « drirait parce qu'il accomplirait mieux sa destinée. »

Enfin on est allé jusqu'à prétendre que la loi du 13 juillet 1907 ne peut être une œuvre définitive, parce qu'elle établit un état de chose injuste. La faculté donnée à la femme renonçante de conserver l'intégralité du patrimoine réservé lui permet, dit-on, de profiter des chances heureuses du ménage en mettant les mauvaises à la charge du mari.

Nous avons répondu d'avance, au cours de notre travail, à la plupart de ces arguments. Il est certain que la loi du 13 juillet 1907 ne saurait empêcher ni suspendre le mouvement des idées, en ce qui concerne la conception du mariage et des droits des époux. A ce point de vue, elle ne saurait marquer le terme d'une évolution qui, par elle-même, échappe à toute limitation. Mais ce ne doit pas être simplement la pensée des interprètes de la loi nouvelle. Ils ont voulu dire que la réforme de 1907 constituait un mouvement plus ou moins décisif vers un avenir très différent du régime traditionnel de notre droit matrimonial. Ils font, en un mot, à l'égard du législateur, ce qu'un adversaire pourrait appeler un procès de tendances.

(1) *Ibid.*, p. 436.

La question n'est d'ailleurs pas de savoir si la loi de 1907 sera suivie, dans un délai plus ou moins proche, d'autres réformes plus importantes encore ; — on sait, en effet, que, dès 1895, une proposition de loi portant l'abolition de l'incapacité de la femme mariée a été présentée à la Chambre et qu'elle a été reprise, en 1908, par d'autres membres du Parlement (1). Il se peut donc que, dans peu d'années, d'autres lois viennent rendre inutile la loi de 1907, en modifiant plus profondément notre régime matrimonial.

Mais les éventualités futures, dont la réalisation reste d'ailleurs incertaine, ne doivent pas entrer en considération, lorsqu'il s'agit d'interpréter une œuvre législative actuelle. Ce souci n'a pas dû peser davantage sur les décisions des auteurs de la loi, la crainte de l'avenir ne devant jamais empêcher la réalisation de ce qui est juste.

Or, si l'on ne s'en tient à l'examen de la loi elle-même, on n'y découvre pas toutes les contradictions qu'on s'efforce d'y relever. Celle dont il convient de justifier immédiatement le législateur consisterait à avoir donné

(1) Proposition Michelin, du 27 octobre 1895. — Voir Chambre, 1895, annexe 1564. — Proposition de loi ayant pour objet la suppression de l'incapacité légale de la femme mariée présentée par MM. Charles Beauquier, François Carnot, Paul Bénazet (Ch. des Députés, Annexe au procès-verbal de la séance du 27 novembre 1906, n° 479).

plus de droits à la femme qui travaille hors de chez elle qu'à la ménagère occupée à ses travaux domestiques. L'une, dit-on, est sacrifiée à l'autre. Mais ce reproche atteint-il vraiment les auteurs de la loi, alors qu'en donnant à la femme mariée des pouvoirs nouveaux, ils ont eu soin de ne les lui confier que dans l'intérêt du ménage, c'est-à-dire en reproduisant implicitement, pour la femme, l'antique obligation de dévouement et de sacrifice. Nulle inégalité, par conséquent, entre les deux sortes de travailleuses, puisque l'une donnera, en compensation, au besoin, des sacrifices parallèles du mari, sa part d'activité au foyer, alors que l'autre prélèvera, sur les produits de son travail, la part équivalente à sa contribution personnelle du ménage et ne pourra conserver le surplus, dont la disposition lui est confiée par un mandat légal, qu'à la condition d'en user dans l'intérêt de la famille.

D'autre part, lorsqu'on reproche aux auteurs de la loi d'avoir permis à la femme de conserver le patrimoine réservé, en cas de renonciation à la communauté, on ne tient pas suffisamment compte du but qu'ils ont essentiellement poursuivi : à savoir la protection de la femme laborieuse. L'inégalité qu'on remarque ici entre les époux répond à une intention d'un ordre supérieur. On a voulu qu'au cas où le passif de la communauté égalerait sensiblement ou dépasserait l'actif, tout ne fût pas absorbé par les créanciers du mari. La femme sera

toujours assurée, à la condition de renoncer à la communauté, de recueillir intact le patrimoine réservé, sauf à supporter cependant, sur ce patrimoine lui-même, la responsabilité des créances contractées dans l'intérêt du ménage. Ainsi la femme laborieuse, même en cas d'insolvabilité du mari, lorsque celle-ci sera l'effet de l'intempérance ou du vice, ne se verra point frustrée de ce qui pourra lui rester entre les mains des produits de son travail. Qui pourrait blâmer cette dérogation aux règles ordinaires du régime de la communauté? Ne voit-on pas qu'une conséquence si intéressante se rattache étroitement au principe essentiel de la réforme et qui consistait, dès l'origine, à préserver la femme des abus de pouvoirs du mari, moins dans son intérêt même que dans celui du ménage? La réforme de 1907 n'établit donc pas d'inégalité entre les époux, à moins qu'on ne considère comme susceptibles d'entraîner une inégalité du même genre les mesures, si nombreuses et si importantes, par lesquelles le Code met la femme à l'abri des fautes du mari.

Quant aux autres critiques formulées contre la loi, elles ne paraissent pas non plus entraîner irrésistiblement la conviction que la loi de 1907 n'est qu'une loi transitoire. Le fait que les dettes personnelles au mari ne grèvent pas le patrimoine réservé, ne constitue pas une nouveauté si frappante. Il en est ainsi, en effet, sous tous les régimes conventionnels, et même sous le

régime légal, lorsque la femme ne s'est point engagée sur ses propres. Il était d'ailleurs inutile de constituer un patrimoine réservé, si le premier caractère n'avait été d'être insaisissable pour les créanciers personnels du mari.

Mais la véritable originalité de la loi, et c'est ici que les interprètes ont un vaste champ de conjectures, c'est précisément d'avoir constitué ce patrimoine réservé à l'aide des produits du travail de la femme. Il en résulte, semble-t-il, que le principe de l'incapacité de la femme mariée est abandonné par le législateur, au moins partiellement, et de ce que les biens dont s'agit sont précisément ceux que la femme est susceptible d'acquérir par son travail, on est disposé à conclure que le régime de la séparation de biens a désormais la faveur. On ne manque pas de remarquer que c'est d'ailleurs à ce régime qu'il se réfère dans l'article 1^{er} de la loi.

Il est exact que le législateur a visé, dans son texte l'article 1449 du Code civil, mais il ne s'y reporte que pour s'en écarter profondément. On l'a tant de fois observé qu'il est inutile d'y revenir. Les pouvoirs de la femme sur son patrimoine réservé dépassent, en effet, de beaucoup ceux de la femme séparée de biens (1). Mais surtout, comme l'a si bien montré Saleilles, la

(1) La femme séparée de biens ne peut aliéner ni plaider sans autorisation, choses qui sont possibles pour la femme sur ses biens réservés.

femme séparée de biens administre pour elle-même, l'autre administre et dispose pour le ménage.

La constitution du patrimoine réservé n'a donc qu'un rapport très éloigné avec la séparation de biens, dont le législateur a parlé, faute de terme de comparaison plus commode, et par un souci évident de simplicité et de brièveté. En réalité, il y a là une conception originale, que le législateur a voulu adapter à notre régime matrimonial, en le modifiant le moins possible.

Dire que cette conception indique un mouvement favorable au régime de la séparation de biens paraît donc hasardeux. Est-il vraisemblable, d'autre part, que le législateur ait songé à une limitation provisoire, en attendant mieux, du principe de l'incapacité de la femme mariée ?

On pourrait le croire, si on ne songeait immédiatement aux mesures très rigoureuses que le législateur a prises pour le maintenir. Imposer, comme le faisait l'article 225 du Code civil, l'autorisation maritale à la femme mariée sur le point de contracter, est une précaution qui, en soi, n'a rien d'humiliant pour l'épouse, puisque le ménage a un chef désigné par la loi, le mari. Mais il semble beaucoup plus dur de donner à celui-ci la faculté, ne fût-ce que dans certains cas limités, de faire retirer à la femme les pouvoirs qui lui ont été accordés. C'est assez dire que rien n'est changé, au fond, à la condition de la femme. C'est donc à l'idée de

mandat légal qu'il faut, en définitive, en venir, pour interpréter le plus exactement la pensée du législateur.

S'il en est ainsi, aucune contradiction n'existe entre la situation faite à la femme, à l'égard des biens réservés, et celle qui lui est maintenue à l'égard de tous les autres. Les pouvoirs nouveaux qui lui sont donnés ne lui appartiennent pas, à vrai dire, en tant que personne capable, mais ils lui sont confiés pour l'accomplissement d'un mandat légal, qui vient faire échec à la volonté du mari ou le dispenser de son consentement.

Il n'est pas exact non plus de dire que les pouvoirs du mari ont été limités au profit de la femme. Mais la volonté du législateur intervient en quelque sorte dans le ménage, pour y constituer, par une disposition d'ordre public, un patrimoine spécial, de la garde duquel la femme a été investie. Simplement parce qu'on présume qu'elle est plus capable que le mari de l'administrer sagement (1).

Il y a donc là une conception extrêmement originale, qui paraît propre au législateur français, et dont les lois étrangères ne contiennent pas d'autre exemple. Cette conception est-elle incompatible avec les règles anciennes de notre communauté ? Le législateur ne l'a pas

(1) La loi du 12 juillet 1909, sur la constitution d'un bien de famille insaisissable, autorise la femme à constituer, à défaut du mari, le bien de famille sur le patrimoine réservé, sans autorisation maritale ou de justice (art. 3).

pensé. Son œuvre, en effet, est issue de cette conviction qu'on pouvait introduire cet élément nouveau dans notre droit matrimonial, sans le modifier profondément.

Notre travail avait pour but de montrer que le législateur ne s'était pas trompé et que son œuvre était viable.

Sans doute elle est venue changer, selon nous, de la manière la plus heureuse, la vie même de la famille. Elle a élargi le cercle d'activité de la femme et lui a ouvert de nouveaux horizons. Elle a donné un caractère juridique aux actes qu'elle peut passer avec son mari, dont le rôle apparaît avec plus de franchise et de netteté. Créancier ou débiteur de sa femme, il observera désormais avec la même conscience qu'un tiers pourrait y apporter, les obligations qu'il aura consenties. Des habitudes d'ordre et d'économie s'introduiront dans la famille, et l'on verra peut-être les époux produire à l'appui de leurs prétentions, dans leurs contestations avec les tiers ou même entre eux, leur compte de ménage, semblable au livre de raison que possédaient jadis nos pères.

Rien, dans cet avenir plus modeste, ne paraît inconciliable avec les principes traditionnels du régime de communauté, et nous ne croyons pas que l'application de plus en plus générale qu'on viendrait à faire de la loi, nous conduirait nécessairement à une transformation complète de notre droit matrimonial. Il est à croire, au contraire, que le remède apporté par le législateur de

1907 paraîtrait suffisant même aux désirs féministes d'émancipation.

Ce résultat semble d'autant plus assuré que le principe du libre salaire de la femme mariée a été érigé en règle d'ordre public. Sur ce point important, le législateur s'est montré à la fois profond et hardi. Dans son avant-projet (1), la Société d'Etudes législatives n'était pas allée aussi loin. Les pouvoirs nouveaux donnés à la femme étaient facultatifs. Une clause expresse du contrat de mariage pouvait maintenir celle-ci sous l'empire du droit commun (art. 1). « C'était là, dit justement M. Pichon (2), une restriction considérable qui faisait dépendre le succès de la réforme, — au moins dans les classes bourgeoises, — d'une opinion indifférente ou hostile et d'une fermeté de la femme qui eût souvent paru de l'hostilité. »

Certes, en érigeant le principe de la loi en règle d'ordre public, le législateur paraît avoir été d'un seul coup au but le plus difficile à atteindre en apparence. Mais, si on va au fond des choses, on s'aperçoit que rien n'est plus facilement accepté de tous que ce qui s'impose à tous sans distinction et que les mesures générales soulèvent moins de conflits que les solutions particulières laissées

(1) Voir *Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, 1901, 1902, p. 464.

(2) *Op. cit.* Rev. crit., 1908, p. 29.

à l'arbitraire de chacun. Les dispositions du législateur, pourvu qu'elles ne soient pas contraires à l'équité, s'imposent par leur propre force. Il était donc préférable que l'institution du patrimoine réservé ne fût pas soumise à la sanction parfois capricieuse des volontés individuelles. En maintenir le caractère facultatif eût été, selon nous, préparer l'échec de la réforme, en affaiblir l'esprit et même semer dans les ménages des germes de division.

L'œuvre du législateur de 1907 nous paraît donc susceptible d'échapper à toute critique sérieuse et son premier mérite nous paraît être d'avoir bien plus consolidé qu'affaibli la force du lien conjugal.

On conçoit cependant que les jurisconsultes qui ont préparé la réforme de 1907 aient hésité dès l'abord à donner aux droits de la femme sur les biens réservés un caractère universel. Le principe de la liberté des conventions matrimoniales semblait s'y opposer et la dérogation à l'article 1387 du Code civil paraissait trop grave. Ainsi M. Tissier (1), dont le rapport à la Société d'études législatives contenait déjà toute la substance de la réforme, s'opposait à ce que le principe nouveau fût érigé en principe d'ordre public. Cette question fut passionnément discutée devant le Sénat le 24 mai 1907 (2). M. Maurice Faure montra le danger des sug-

(1) Tissier, *loc cit.*, p. 38 et suiv.

(2) Sénat, *J. O.*, 25 mai 1907, p. 660, col. I.

gestions de l'intérêt personnel qui auraient conduit à généraliser l'emploi des renonciations au bénéfice de la loi, lesquelles seraient facilement devenues des clauses de style dans les contrats de mariage et ses observations, confirmées par d'autres de M. de Lamarzelle, l'emportèrent.

Mais, quelle que soit la légitimité du point de vue défendu par M. Tissier et par la Société d'Etudes législatives, la solution adoptée est la meilleure.

Sur tous les autres points, il avait, avec ses amis, devancé l'œuvre de 1907. Dès 1902, dans son rapport précité, il se prononçait pour l'extension la plus large possible de la réforme projetée, attribuant à toutes les femmes qui reçoivent d'un tiers le prix de leur travail, non seulement la faculté d'en toucher les produits et d'en disposer, mais un pouvoir propre sur les économies réalisées et sur les biens acquis avec ces économies, avec la capacité complète sur les biens réservés et le droit d'ester en justice sans autorisation, prélude de la suppression inévitable, selon lui, de l'incapacité de la femme mariée. Il ne posait pas avec moins de netteté le principe de la limitation aux créanciers de la femme ou du mari pour les besoins du ménage, du nombre des créanciers admis à réclamer leur paiement sur le pécule réservé, avec possibilité pour la femme de faire la preuve de la consistance de son pécule par tous les moyens. Enfin, tout en maintenant aux biens ré-

servés le caractère de biens communs, il permettait déjà à la femme de les conserver, même en renonçant à la communauté, et reconnaissait au profit de l'épouse la liberté d'engager son travail, même en cas d'opposition du mari.

Sauf cette dernière disposition, tout le programme élaboré passait dans le projet en cinq articles adopté par la société d'Études législatives (1).

(1) En voici le texte : Art. 1 : Sous tous les régimes et sauf clause contraire dans le contrat de mariage, la femme a le droit d'administrer les produits de son travail ou de son industrie personnelle et les économies en provenant. Elle peut en disposer à titre onéreux et agir en justice en ce qui les concerne, sans l'autorisation du mari. — Art. 2 : Au cas d'abus par la femme des pouvoirs qui lui sont conférés dans l'intérêt du ménage par l'article précédent, le mari peut en faire prononcer le retrait total ou partiel par le tribunal civil statuant en chambre du conseil, le ministère public entendu. S'il y a urgence, le président, par simple ordonnance, peut autoriser le mari à faire opposition aux actes projetés par la femme. — Art. 3 : Les biens dont l'administration est réservée à la femme peuvent être saisis par ses créanciers. Ils peuvent l'être également par les créanciers qui ont contracté avec le mari pour les besoins du ménage, lorsque, d'après le régime adopté, les biens auraient dû être à la disposition du mari. — Art. 4 : La preuve de la provenance des biens dont la femme déclarera vouloir disposer pourra être faite par tous les moyens de droit, sauf par commune renommée. — Art. 5 : Sous les régimes comportant l'existence d'un patrimoine de communauté, les biens dont l'administration est réservée à la femme sont, au moment de la dissolution du régime, compris dans les biens communs. Toutefois la femme ou ses héritiers auront le droit d'en exercer la reprise en renonçant à la communauté, mais sans que ces biens cessent d'être soumis au droit de poursuite des créanciers dont ils étaient le gage antérieurement.

Il serait donc bien injuste de méconnaître l'importance de l'œuvre issue du mouvement purement doctrinal qui a précédé et facilité la réforme de 1907. Mais nous croyons que, telle qu'elle a été conçue, la loi elle-même est plus complète que tous les avant-projets dont les législateurs se sont inspirés. En effet, les conséquences pratiques eussent été certainement moins profondes, si l'œuvre de la Société d'Études législatives eût constitué le texte définitif. Le principe dépouillé du caractère d'ordre public dont il a été revêtu eût été facilement éludé, surtout par la pratique notariale qui n'est pas précisément disposée à favoriser la propagation des lois nouvelles qui vont à l'encontre d'usages absolument contraires.

D'autre part, en ce qui concerne la contribution des époux aux charges du ménage, une lacune véritable a été comblée par le législateur en 1907. Il n'en était pas question, en effet, dans l'avant-projet de la Société d'Études législatives, bien que le sujet eût déjà été traité, notamment par Saleilles. Sur ce point également, la loi de 1907 est plus féconde en conséquences pratiques. En même temps, elle prévient un danger grave contre lequel l'avant-projet ne contenait pas de protection efficace, à savoir la désunion naissant de l'égoïsme des époux et de l'hostilité du mari contre la femme susceptible de posséder pour elle seule des sommes considérables.

La loi de 1907 constitue donc un progrès, si on la compare au projet élaboré par la Société d'Études législatives. Aussi peut-on dire de cette réforme qu'après avoir été admirablement préparée, elle a résolu d'une manière remarquable et peut-être définitive le problème de la protection de la femme laborieuse dans la société moderne.

FIN

ANNEXE

TEXTE DE LA LOI

Loi du 13 juillet 1907 relative au libre salaire de la femme mariée et à la contribution des époux aux charges du ménage.

ARTICLE PREMIER. — Sous tous les régimes, et à peine de nullité de toute clause contraire portée au contrat de mariage, la femme a, sur les produits de son travail personnel et les économies en provenant, les mêmes droits d'administration que l'article 1449 du Code civil donne à la femme séparée de biens.

Elle peut en faire emploi en acquisitions de valeurs mobilières ou immobilières.

Elle peut, sans l'autorisation de son mari, aliéner, à titre onéreux, les biens ainsi acquis.

La validité des actes faits par la femme sera subordonnée à la seule justification, faite par un acte de notoriété, ou par tout autre moyen mentionné dans la convention, qu'elle exerce personnellement une profession distincte de celle de son mari ; la responsabilité des tiers, avec lesquels elle a traité en leur fournissant cette justification, n'est pas engagée.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables

aux gains résultant du travail commun des deux époux.

ART. 2. — En cas d'abus par la femme des pouvoirs qui lui sont conférés, dans l'intérêt du ménage, par l'article précédent, notamment en cas de dissipation, d'imprudence ou de mauvaise gestion, le mari pourra en faire prononcer le retrait soit en tout, soit en partie, par le tribunal civil du domicile des époux, statuant en Chambre du Conseil, en présence de la femme, ou elle dûment appelée, le ministère public entendu.

En cas d'urgence, le président de ce tribunal peut, par ordonnance de référé, lui donner l'autorisation de s'opposer aux actes que la femme se propose de passer avec un tiers.

ART. 3. — Les biens réservés à l'administration de la femme pourront être saisis par ses créanciers.

Ils pourront l'être aussi par les créanciers du mari qui ont contracté avec lui dans l'intérêt du ménage, alors que, d'après le régime adopté, ils auraient dû, antérieurement à la présente loi, se trouver entre les mains du mari.

La preuve que la dette a été contractée par le mari dans l'intérêt du ménage incombe au créancier.

Le mari n'est responsable ni sur les biens ordinaires de la communauté, ni sur les siens des dettes et obligations contractées autrement que dans l'intérêt du ménage par la femme, même lorsqu'elle a agi dans la

limite des droits que lui confère l'article premier, mais sans autorisation maritale.

ART. 4. — En cas de contestation, la femme pourra, tant vis-à-vis de son mari que vis-à-vis des tiers, établir par toutes preuves de droit, même par témoins, mais non par la commune renommée, la consistance et la provenance des biens réservés.

ART. 5. — S'il y a communauté ou société d'acquêts, les biens réservés entreront dans le partage du fonds commun.

Si la femme renonce à la communauté, elle les gardera francs et quittes de toutes dettes autres que celles dont ils étaient antérieurement le gage, en vertu de l'article 3 de la présente loi.

Cette faculté appartiendra à ses héritiers en ligne directe.

Sous tous les régimes qui ne comportent ni communauté ni sociétés d'acquêts, ces biens sont propres à la femme.

ART. 6. — La femme pourra ester en justice sans autorisation, dans toutes les contestations relatives aux droits qui lui sont reconnus par la présente loi.

ART. 7. — Faute par l'un des époux de subvenir spontanément, dans la mesure de ses facultés, aux charges du ménage, l'autre époux pourra obtenir du juge de

paix du domicile du mari, l'autorisation de saisir-arrêter et de toucher des salaires ou du produit du travail de son conjoint une part en proportion de ses besoins.

ART. 8. — Le mari et la femme seront appelés devant le juge de paix par un simple avertissement du greffier, en la forme d'une lettre-missive recommandée à la poste, en indiquant la nature de la demande.

Ils devront comparaître en personne, sauf les cas d'empêchement absolu et dûment justifié.

ART. 9. — La signification du jugement rendu en conformité de l'article 7 qui précède, faite au conjoint et aux tiers débiteurs à la requête de l'époux qui en bénéficie, lui vaut attribution des sommes dont la saisie a été autorisée, sans autre procédure.

ART. 10. — Les jugements rendus en vertu des articles 2 et 7 de la présente loi seront exécutoires par provision, nonobstant opposition ou appel et sans caution. Ils pourront même, lorsqu'ils seront devenus définitifs, être modifiés, si la situation respective le justifie.

ART. 11. — Les dispositions de la présente loi pourront être invoquées même par les femmes mariées avant sa promulgation.

BIBLIOGRAPHIE

Léon Adam, étude sur le nouveau Code Civil Suisse et la situation de la femme mariée en Suisse, *Bulletin de la Société de Législation comparée*, 1909, p. 80.

Baudry-Lacantinerie et Houques-Fourcade, Des personnes, t. III, nos 2226 et suiv.

Boussus, La loi du 13 juillet 1907. Paris, 1911.

Albert Chéron, La Contribution des époux aux charges du ménage et la loi du 13 juillet 1907, *Revue trimestrielle de Droit civil*, 1909, p. 747.

Paul Colin et L. Legrand, Des produits du travail dans le mariage. Marchal et Billard, 1910.

Le Courtois et Surville, Le Libre Salaire de la femme mariée. Paris, Larose et Tenin, 1908.

F. Crevoisier, Le Libre Salaire de la femme mariée et l'obligation pour chaque époux de contribuer aux charges du ménage, *Bulletin des lois, Commentaire, nouvelles et décrets*. Belzacq, éditeur, Paris.

Damez, le Libre Salaire de la femme mariée et le mouvement féministe. Paris, Rousseau, 1905.

Charles Defrénois, des Droits de la femme mariée sur les produits de son travail, Commentaire de la loi du 13 juillet 1907, avec formules. Paris Administration du *Rép. gén. pratique de Notariat*, 1908.

H. Gastaldi, Le Libre Salaire de la femme mariée et la contribution des époux aux charges du ménage, Etude de la loi du 13 juillet 1907. Paris, Larose, 1908.

Gillet, Contribution de la femme aux dépenses du ménage. Paris, 1907.

Glasson, Le Code civil et la question ouvrière, *Séances et travaux de l'Académie des Sciences morales et politiques*, 1886, 1^{re} série, p. 843.

De la Grasserie, Le Libre Salaire de la femme et la contribution des époux aux charges du ménage, *Lois Nouvelles*, 1907.

Paul Guyot, L'activité économique de la femme mariée et ses conséquences juridiques. Paris, Rousseau, 1910.

Henri Lalou, Droits de la femme mariée sur les produits de son travail et les produits du travail de son mari, depuis la loi du 13 juillet 1907. Paris, Rousseau, 1910.

J. Lair, Etude de Droit comparé sur la capacité civile de la femme mariée. Paris, Rousseau, 1909.

A. Lauzon, Les Biens réservés de la femme mariée. Paris 1911.

Bertrand de Lesseps, Les Droits de la femme mariée sur ses gains et salaires, en France et à l'étranger. Rousseau, 1910.

Léon Lyon-Caen, loi du 13 juillet 1907, Notice et notes publiées dans l'*Annuaire de Législation française de la Société de Législation comparée*, 1907.

Merlotte, La loi du 13 juillet 1907 et les salaires de la femme mariée. Paris, 1909.

Mesnard, La loi du 13 juillet 1907, *Lois Nouvelles*, 1911.

Michaud, Contribution des Epoux aux charges du ménage. Paris, 1911.

P. Moride, Des modifications apportées par la loi du 13 juillet 1907 au Régime de la communauté légale. Paris, Rousseau, 1908.

Morin, Les droits de la femme mariée sur les produits de son travail. Paris, 1908.

R. Perceau, Le Libre Salaire de la femme mariée, et la contribution des époux aux charges du ménage. Paris, Jouve, 1908.

Perreau, Chronique Législative, *Rev. crit. de Législation et de Jurisprudence*, 1908, p. 149.

Ad. Pichon, Du Libre Salaire de la femme mariée et de la contribution des époux aux charges du ménage, *Revue critique*, 1908.

R. Portemer, Gains et Salaires de la femme mariée. Paris, Larose, 1909.

Saieilles, Le Principe du Libre salaire de la femme mariée érigé

en règle d'ordre public, *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1907.

J. Sourdois, la Loi du 13 juillet 1907, *Rev. trimestrielle de Droit civil*, 1907, p. 555 à 585.

Thaller, les Obstacles apportés à la gestion par les femmes mariées de leurs gains et salaires, *Annales de droit commercial*, 1909, p. 516.

Tissier, Des modifications à apporter aux droits et pouvoirs de la femme mariée quant aux biens et aux produits du travail et de l'industrie, *Bulletin de la Soc. d'études législatives*, 1901-1902, p. 26.

Thomas, *Revue générale de Droit*, 1911.

Valery, La femme commerçante et la loi du 13 juillet 1907, *Annales de droit commercial*, 1907, p. 396.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	7
-------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

DES RAPPORTS DES ÉPOUX ENTRE EUX

Chapitre I. — De la contribution des époux aux charges du ménage.....	15
Chapitre II. — Pouvoirs du mari en cas d'abus par la femme des droits qu'elle possède sur les biens réservés.....	33
Chapitre III. — Droits de la femme mariée sur les biens réservés.....	40
I. — Non-rétroactivité de la loi du 13 juillet 1907.....	40
II. — Composition du patrimoine réservé.....	44
III. — Preuve de l'origine des biens ré- servés.....	54
IV. — Nature du droit de la femme sur les biens réservés.....	62
V. — Étendue des droits de la femme sur les biens réservés.....	68
VI. — Action de la femme en justice....	73
VII. — Dérogation aux principes du mandat.....	76
VIII. — La femme commerçante.....	81

DEUXIÈME PARTIE

DES RAPPORTS DES ÉPOUX AVEC LES TIERS

Généralités.....	97
Chapitre I. — Irresponsabilité des tiers.....	101
Chapitre II. — Relations de la femme mariée avec les tiers.....	110
Chapitre III. — Obligations de la femme mariée à l'égard des tiers.....	116
Chapitre IV. — Obligations du mari vis-à-vis des tiers....	122
Chapitre V. — Abus possibles de la loi vis-à-vis des tiers ou vis-à-vis des époux....	131
CONCLUSION.....	137
ANNEXE.....	157
BIBLIOGRAPHIE.....	161
TABLE DES MATIÈRES.....	165

Vu par : *Le Président*,
J. PERCEROU.

Vu : *Le Doyen*,
P. CAUWES.

Vu et permis d'imprimer ;
Pour le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
ISTRIA.

TOURS. — IMPRIMERIE E. MENARD ET CIE.
